

Dans les mobilisations, dans les élections...

PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN !



(Photothèque Rouge/Milo)

Avec la candidature de Philippe Poutou, le NPA a fait le choix de présenter un ouvrier, un salarié « d'en bas » qui a une vraie légitimité quand il parle de la crise. Un candidat qui ne fait pas de la politique une affaire de professionnels mais qui défend l'engagement de toutes et tous pour transformer la société.

À droite, on pense qu'il suffit de se déguiser en « candidat du peuple » durant quelques semaines de campagne pour faire oublier que pendant cinq ans on a été « le président des riches ». Lamentable tentative que celle de Nicolas Sarkozy pour relancer une opération séduction auprès des catégories populaires, lui qui s'en est si peu soucié hormis pour leur faire payer durement la crise. À gauche, après un casting

gérant nommé « primaire socialiste », c'est François Hollande qui a décroché le gros lot parmi celles et ceux qui au PS rêvaient de la présidentielle... Le couronnement d'une carrière en politique, comme d'autres en mènent dans les affaires. Dans le petit monde des politiciens, quelquefois même très à gauche, la fonction présidentielle suscite tout les espoirs. De la rencontre entre un homme et un peuple à la posture de l'homme

providentiel, on se vautre dans cette V^e République pour tenter d'illusionner sur sa capacité à changer la vie quotidienne de millions de personnes.

REPRÉSENTER LA DIGNITÉ POPULAIRE

Cette conception de la politique n'est tout simplement pas la nôtre. Philippe Poutou est un simple salarié, ouvrier dans l'automobile

SUITE PAGE 2



REGARDS Entretien avec Raul Camargo, après la grève générale du 29 mars dans l'État espagnol. Page 2

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER LEURS
CRISES !**

**CAMPAGNE
Poutou 2012.**
Pages 4 et 5



ACTU INTERNATIONALE
Sénégal, le risque d'une victoire à la Pyrrhus.
Page 9

Agenda

5 avril, projection-débat, Les Mureaux. Projection du film *Squat, la ville est à nous!*, de Christophe Coello, suivi d'un débat avec Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole national du DAL, et Jean Lubin du DAL 78. RV à 20h15 au cinéma Frédéric-Dard des Mureaux. Entrée 5,50 euros.

6 avril, dette, débat, L'Haÿ-les-Roses. Dans le cadre du Collectif national pour un audit de la dette publique, une conférence / débat est organisée sur le thème: «*Dette, austérité: ce n'est pas aux peuples de payer!*» Avec Irène Gallais membre du Groupe de travail économie, travail et droits de l'homme de la LDH. RV à 20 heures, auditorium, salle familiale du bas, rue du 11-novembre.

6 avril, débat public, Bar-le-Duc. Le NPA de la Meuse organise un débat avec Alain Krivine. RV à 20 heures, salle Gaxotte, espace Sainte-Catherine.

6 avril, acier, concert, Paris. Le jour de l'arrivée des sidérurgistes de Florange à Paris aura lieu concert public gratuit de soutien à la «*Marche de l'Acier vers Paris*» des travailleurs d'ArcelorMittal. Avec la participation de Zebda, Bernard Lavilliers, Pascal Douane, R.I.C, etc., après une prise de parole de l'Intersyndicale d'ArcelorMittal. RV à 19 heures au Trocadéro.

7 avril, Forum social antifasciste, Saint-Denis. Premier Forum social antifasciste, avec débats, ateliers, concerts, spectacle. RV de 14 à 21 h30, Bourse du travail de Saint-Denis.

11 avril, gaz de schiste, réunion publique, Épône. La Biocoop et le Collectif Seine Aval sans gaz ni pétrole de schiste organise une réunion publique sur le thème: «*Pétrole, gaz de schiste... Quelles nouvelles?*» avec la projection de *40 ans d'histoire de schiste*. RV à 20h30, Biocoop d'Épône, 6, avenue de la Mauldre.

14 avril, santé, rassemblement, Paris. Le collectif Notre santé en danger! appelle à un rassemblement régional sur le thème «*Notre santé, ça me regarde!*» RV à 14h30, place Gambetta (M° Gambetta).

18 avril, rencontre, Paris. Présentation du livre de Jacques Leclercq: *De la droite décomplexée à la droite subversive*, paru chez l'Harmattan. RV à 19h30, librairie La lucarne des écrivains, 115 rue de l'Ourcq (M°Crimée ou bus 60 et 54, arrêt Crimée-Curial).

20 avril, Salah Hamouri, Bagnolet. Soirée de solidarité autour de Salah Hamouri en solidarité avec la lutte du peuple palestinien et en soutien à tous les prisonniers politiques. Rencontre exceptionnelle avec Salah Hamouri libéré en décembre 2011 après 7 ans passés dans les prisons israéliennes. La Compagnie Jolie Môme offrira son spectacle de chansons «*Paroles de Mutins*». RV à 19 heures au Théâtre de l'Échangeur, 59, avenue du Général-De-Gaulle (M° Galliéni). Entrée libre.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN!

SUITE DE LA PAGE 1

dans une usine près de Bordeaux, comme Olivier Besancenot, candidat de la LCR en 2002 et 2007, était facteur. Avec cette candidature, nous voulons d'abord afficher nos couleurs, celle d'un camp social. En faisant irruption dans cette campagne électorale, nous voulons faire la démonstration que nous pouvons nous mêler de nos affaires, même quand on exige de nous l'inverse! Se nourrir, se loger, se chauffer, travailler, circuler... aucun de ces sujets n'est absent de nos vies, constituant pour beaucoup d'entre nous une préoccupation de tous les instants, tant la précarité s'est installée dans notre quotidien.

De tout cela, beaucoup de candidatEs veulent faire des thèmes de campagne pour promesses électorales. Mais qu'en connaissent-ils vraiment? Notre candidat lui ne bluffe pas quand, devant les caméras et micros des médias ou pendant les réunions publiques, il se révolte contre l'injustice d'un système qui plonge le plus grand nombre dans la difficulté pour le bénéfice d'une poignée. En cela, il est l'écho de celles et ceux qui sur leur lieu de travail ou d'étude, dans leur quartier, n'en peuvent plus.

Aussi en choisissant comme candidat un salarié qui s'est battu durant plusieurs années avec ses camarades pour sauver leurs emplois contre une multinationale, nous voulons montrer que celles et ceux que l'on n'attend pas peuvent relever la tête. Ne pas se résigner, se révolter, résister, lutter collectivement, voilà les seules conditions du progrès social. Hier la Commune de Paris ou les luttes du Front populaire. Aujourd'hui, les révolutions dans le monde arabe ou la mobilisation des Indignés du monde entier.

UNE DÉMOCRATIE RÉELLE MAINTENANT!

Être consultés tous les cinq ans pour choisir un personnel politique totalement hors de contrôle, voilà le fonctionnement ordinaire d'un système où la démocratie parlementaire sert de paravent à la dictature des marchés. C'est pour cela que nous voulons la suppression de la fonction présidentielle ainsi que celle du Sénat, une instance réactionnaire. Si l'on veut que le pouvoir puisse être l'affaire de tous, il faut que l'Assemblée nationale, censée nous représenter, soit élue à la proportionnelle intégrale, ce qui permettrait au

moins que tous les différents courants politiques y soient représentés et que le débat puisse avoir lieu sur tous les sujets qui nous concernent. En limitant le cumul des mandats et leur nombre, on pourrait peut-être aussi voir au sein des institutions des personnes à l'image de la réalité de notre société: des salariéEs, des femmes, des personnes issues de l'immigration... Et évidemment il devrait être possible de révoquer les éluEs qui ne respectent pas leur mandat, des éluEs rémunéréEs au salaire moyen de la population.

Une démocratie réelle, cela devrait être aussi la possibilité d'avoir d'autres cadres de décision que la simple représentation nationale. S'appuyer sur la mobilisation des premierEs concernéEs pour prendre les décisions au plus près – sur nos lieux de travail, d'habitation, à l'échelon géographique le plus adapté – ce serait le meilleur moyen de prendre enfin le contrôle de nos vies.

Ces exigences, il faudra les imposer, en commençant par les exprimer en votant pour la candidature de Philippe Poutou.

Manu Bichindaritz

regards

Propos recueillis par Pedro Cine



Raul Camargo. (DR)

ÉTAT ESPAGNOL «il faudra paralyser le pays»

Le 29 mars, des millions de personnes étaient en grève et manifestaient contre la réforme du code du travail que veut imposer le gouvernement de droite. Entretien avec Raul Camargo, membre du secrétariat confédéral de Izquierda Anticapitalista.

Quel bilan faites-vous de la journée de grève générale du 29 mars dernier?
Le bilan est très positif. Les prévisions les plus optimistes ont été dépassées. C'est un succès incontestable. Pourtant, lorsque le gouvernement avait annoncé la contre-réforme du code du travail, la réaction des grandes centrales syndicales (CCOO, UGT) a été très timorée. Elles insistent plus sur le manque de volonté du gouvernement de négocier que sur les revendications. Elles n'avaient en réalité aucune intention d'aller plus loin. Mais les mesures de la réforme du code du travail sont d'une telle agressivité contre les droits des travailleurs: liquidation de presque tous les droits, même des négociations collectives, qu'il devient difficile d'esquiver la mobilisation.

Quelles sont les principales attaques contenues dans cette contre-réforme?
C'est l'instauration du licenciement libre et presque sans aucune indemnisation. Un patron qui dira avoir subi des pertes pendant trois trimestres consécutifs, ou même une simple baisse de ses bénéfices, pourra licencier avec une indemnisation qui ne sera jamais supérieure à 20 jours par année travaillée avec un maximum de douze mensualités. Et cela même pour des salariés qui travaillent depuis 20 ou 30 ans. C'est une attaque sans précédent! En cas de pertes sur les trois derniers trimestres, les patrons pourront également modifier unilatéralement les conditions de travail des salariés. Du jour au lendemain, l'employeur peut donc augmenter le temps de travail ou réduire les salaires. C'est également la remise en cause des conventions collectives.

Quelles sont les perspectives après le 29 mars? Comment empêcher cette réforme?

C'est une participation bien plus importante que pour la grève générale du 29 septembre 2011, avec des manifestations qui sont deux à trois fois supérieures. Il y a eu des manifestations dans toutes les capitales de province. Les syndicats revendiquent 3 millions de manifestants et 10,5 millions de grévistes. Dans de petites villes comme Santander, Jijon, Grenade ou Alicante les cortèges ont été énormes. À Santander, il y a eu 60 000 manifestants alors que la ville compte moins de 400 000 habitants. Il y a un refus clair de la réforme du code du travail qui s'est exprimé, même chez une frange de votants du PP. Pour empêcher cette réforme imposée par Bruxelles, il faudra une période soutenue et croissante de mobilisations et de grèves. Cette journée du 29 mars ne sera pas suffisante ni même une autre journée de grève générale. Il faut que toutes les deux ou trois semaines, il y ait des manifs, des occupations d'administrations, des sièges des grands groupes. Il faut des grèves reconductibles des secteurs comme celui des transports pour aller vers des blocages comme ceux des raffineries en France. Il faudra paralyser le pays.

Le 1^{er} congrès de Izquierda Anticapitalista⁵ se tient juste après cette grève générale de 24 heures, qu'est-ce que cela change pour vous?
Cela ouvre un espace pour renforcer les anticapitalistes. Il y a de plus en plus de sympathie pour ce que nous disons et faisons. Lors

de la dernière manifestation à Madrid, notre cortège était l'un des plus gros pour les organisations politiques. Il n'y a pas de futur sans luttes, sans contestation et sans organisation. Cela devrait se faire sentir y compris d'un point de vue organisationnel. Notre présence publique comptera ainsi que notre implantation dans la classe ouvrière et la jeunesse. Cela favorise aussi les forces antilibérales comme IU⁶ qui sont plus crédibles électoralement pour punir le PP sans voter pour le PSOE. Pour autant, notre crédibilité se renforce dans la rue, nous faisons même parfois jeu égal comme à Madrid. Nous avons un double objectif: augmenter le nombre de militants dans les entreprises ainsi que notre présence syndicale (nous sommes surtout présents dans les CCOO et dans une moindre mesure à la CGT⁷) et approfondir notre implantation dans la jeunesse où nous avons un poids réel. D'ailleurs, en juillet prochain, se tiendront à Besalu (Catalogne), les Rencontres internationales des jeunes (RIJ)⁸. Dans cette période de crise du système capitaliste, nous profiterons de cette occasion pour échanger, discuter des perspectives d'actions... tout en faisant la fête.

1. Commissions ouvrières historiquement liées au PCE.
2. Union générale des travailleurs historiquement liée au Parti socialiste ouvrier espagnol
3. Les provinces: découpage administratif qui correspond à nos départements.
4. Parti populaire: parti au pouvoir, qui appartient à la droite la plus réactionnaire n'ayant pas encore totalement rompu avec la période franquiste.
5. Gauche anticapitaliste, section de la IV^e Internationale.
6. Izquierda Unida: Gauche unie, coalition dominée par le PCF qui a progressé lors des dernières élections, notamment en Andalousie.
7. Syndicat de mouvance anarcho-syndicaliste.
8. Pour s'y inscrire: <http://npa.jeunes.free.fr/spip.php>



Madrid, le 29 mars. (REUTERS/ANDREA COMAS)

TOTALement irresponsable, TOTALement coupable !

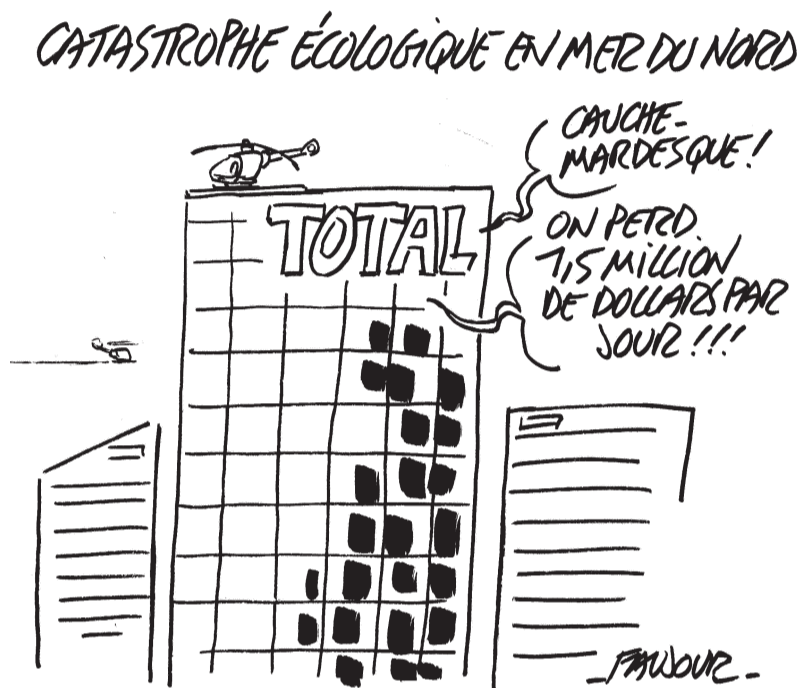
La poursuite du tout-pétrole pousse les compagnies à forer dans des endroits difficiles d'accès. La fuite de gaz naturel de la plateforme Elgin-Franklin depuis le 25 mars est un exemple des problèmes parfois très graves que cela peut poser.

Le 20 avril 2010, la plateforme pétrolière *Deepwater Horizon* explosait, tuant onze travailleurs et provoquant dans le golfe du Mexique, une des plus grandes marées noires de l'histoire. British Petroleum (BP, rebaptisé, ironiquement sans doute, *Beyond Petroleum* - « au-delà du pétrole »), reconnaît son impuissance à lutter efficacement contre une telle catastrophe. 25 mars 2012, c'est la plateforme gazière Elgin-Franklin, exploitée par Total au large des côtes écossaises, qui connaît un accident similaire et voit le gaz naturel s'échapper massivement. Le personnel de la plateforme et des plateformes environnantes doit alors être évacué, les bateaux sont interdits de circulation dans les zones alentour, de même que les avions.

LA FAUTE DU VENT

Si ce type d'accident est moins impressionnant qu'une marée noire, les risques demeurent très importants. Pourtant, selon Total, il n'y a pour le moment rien à craindre en raison des conditions météorologiques. Comme en cas de catastrophe nucléaire, c'est la direction du vent qui minimise ou non les risques. Dans le cas précis de la plateforme Elgin-Franklin, c'est le risque d'enflammer la torchère (sorte de grande cheminée servant à faire brûler les déchets de gaz) qui a constitué la menace la plus forte dans les premiers jours qui ont suivi l'accident. En cas de vents contraires, l'explosion produite par le contact du gaz naturel et des flammes aurait pu être énorme. Si, à l'heure où nous écrivons, ce danger semble écarté, du moins aux dires de Total, ce qui reste à confirmer, le problème

n'est pas résolu pour autant : des dizaines de tonnes de gaz forment un immense nuage et une nappe d'hydrocarbures se déploie sur 12 km² à la surface de la mer. Une nouvelle fois, même si Total n'avait pas connu un accident de cette gravité depuis dix ans, une multinationale énergétique fait preuve de son incapacité à faire face à une catastrophe provoquée par une extraction intensive des ressources naturelles. Une semaine après le début de la fuite de gaz, les solutions restent aléatoires : soit creuser un puits de secours, soit « colmater le puits avec des boues épaisses de forage » selon le ministère britannique de l'Énergie et du Climat. Dans tous les cas, il s'agit de solutions qui nécessitent du temps, six mois au moins, alors que le dispositif d'alerte permettant de confiner le gaz à l'intérieur des puits en cas de perte de contrôle n'a pas fonctionné. Le même problème s'était posé en 2010 au large du Mexique. Au-delà de l'incurie et de l'impréparation aux accidents dont font preuve les grands groupes énergétiques, un tel événement doit nous interroger sur la nécessité même de certains forages. La profondeur du gisement de Elgin-Franklin (5 300 mètres) et la forte pression du gaz ainsi que sa température rendent difficiles les conditions d'extraction, multipliant d'autant plus les risques. Comme dans le cas des huiles et gaz de schiste, il s'agit pour les compagnies d'une fuite en avant tous azimuts, visant à forer de plus en plus loin, dans de plus en plus d'endroits, pour pallier les pénuries pétrolières à venir. Et Total envisage d'exploiter de nouveaux gisements, encore plus profonds.



PRENDRE NOTRE AVENIR ÉNERGÉTIQUE EN MAIN

Un protocole européen censé durcir les normes de sécurité des activités de productions pétrolières et gazières a été élaboré après l'accident de BP en 2010, mais il ne doit rentrer en vigueur qu'en 2014. Que faire en attendant des 11 169 plateformes en service dans l'Atlantique Nord ? Par ailleurs, si durcir les conditions de sécurité est nécessaire, cela restera de peu d'effet si on continue à forer, et ce dans des conditions de plus en plus difficiles. Alors que la crise climatique nous impose une réduction drastique des consommations d'énergies fossiles, des sociétés et des économies décarbonées, on doit bien plutôt chercher à stopper le lancement de nouvelles

exploitations de ressources gazières et pétrolières. Ce qui implique bien entendu de ne pas laisser faire les multinationales de l'énergie qui, du fait de leur poids économique et donc politique, orientent l'organisation de nos systèmes énergétiques. Reprendre la main sur notre avenir commun, et donc notre avenir énergétique, nécessite d'en finir avec la dictature des grands groupes et donc avec la logique capitaliste. C'est bien pourquoi le NPA propose leur expropriation pure et simple, leur socialisation et leur mise sous contrôle des travailleurs et de la population.

Vincent Gay



Par Robert Pelletier

SARKOZY : LE CANDIDAT CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL

Pour la dernière ligne droite de la campagne présidentielle, Sarkozy affiche sa vraie nature : antiouvrière, antisyndicaliste. Après ses propos haineux en direction de la CGT sur les sidérurgistes de Florange : « Que les syndicalistes défendent les syndiqués et ne fassent pas de politique et la CGT se portera mieux... Je dis aux vrais salariés de Florange, ceux qui travaillent, que je suis à leur disposition... », il a mis en garde : « Les gaz lacrymogènes, c'est jamais bien, mais je ne suis pas décidé à laisser casser quoi que soit. Ça vaut pour la CGT, pour les syndicalistes comme pour les politiques. » Deuxième assaut avec sa déclaration à la suite de la non-parution de *Ouest-France* : « J'ai un message pour les permanents de la CGT, qui ont scandaleusement empêché la diffusion de *Ouest-France*, qui avait commis un crime : prendre une interview que je leur ai donnée. Voilà la conception de la démocratie par les permanents de la CGT ». Et pour faire bon poids, au tour de la CFDT Arcelor Florange dont « les permanents trompent leurs adhérents en faisant de la politique au lieu de défendre l'intérêt des salariés ». Cette offensive a deux objectifs : donner des gages au patronat de la volonté de Sarkozy d'affronter les directions syndicales pour mettre en place la politique de rigueur, avec l'annonce des 115 milliards d'euros à dégager pour réduire le déficit des comptes de l'État ; regagner une part de l'électorat « populaire » en attaquant les « corps intermédiaires » qui seraient porteurs de l'immobilisme de la société française. Les syndicats sont une cible privilégiée avec la dénonciation des « permanents » et de la faiblesse des effectifs avec 8% de syndiqués. La participation aux élections professionnelles souvent proche des 80%, devrait plutôt donner envie aux responsables politiques, alors que, avec près de 20 000 licenciés par an, les salariés « protégés » (élus ou désignés dans les institutions représentatives du personnel) sont aux premières loges d'une répression patronale qui ne connaît pas de trêve électorale. Sarkozy et sa bande ne supportent pas qu'on ose leur résister, se révolter. Le bienfaiteur de Lejaby ou Photowatt sait que la poudre aux yeux électorale ne saurait cacher longtemps les affrontements. Ceux d'Arcelor ont reçu le message et montrent la voie en répondant par la mobilisation.

Suicides à La Poste, un « Grand Dialogue » au goût amer

Deux cadres de La Poste se sont suicidés les 29 février et 11 mars derniers en Bretagne. Tous deux ont mis fin à leurs jours sur leur lieu de travail et ont laissé des écrits. On sait que le 2^e postier a explicitement mis en cause la politique de La Poste. Cette fois, non seulement la question des suicides à La Poste a été de nouveau médiatisée, mais le PDG Bailly a été obligé d'annoncer publiquement des « mesures ». Les suicides à La Poste sont un phénomène dont l'ampleur est en réalité mal connue. La CGT en avait dénombré 70 en 2009, FO en recensant 77. C'est un chiffre que beaucoup jugent sous-estimé. En tout cas, aucun décompte précis n'est effectué ne serait-ce que des tentatives de suicide (dont une vient très récemment d'avoir lieu par exemple à la plateforme colis de Gennevilliers dans le 92). Fait nouveau, la plus grande entreprise du pays étant désormais une société anonyme, l'inspection du travail est habilitée à y intervenir. Et après le suicide d'un agent du centre financier de Paris, en septembre 2011, une enquête de l'inspection a clairement mis en cause le PDG et la cheffe d'établissement du centre, en parlant de « faute caractérisée » et d'« homicide involontaire ». Une plainte a été déposée contre la directrice du centre financier contre Bailly, qui sera par ailleurs convoqué au tribunal en janvier pour une affaire de harcèlement vis-à-vis de l'ancienne DRH des services financiers et du réseau grand public d'Île-de-France...

L'origine du mal

Dans un établissement comme le centre financier de Paris, le malaise ne vient pas de nulle part : 25% des effectifs y ont été supprimés entre 2005 et 2010, le nombre d'arrêts maladie par agent était passé de 17 en 2009 à 24 en 2010... Ce n'est pas un cas isolé : la Poste a supprimé plus de 60 000 emplois depuis 2002 ! La direction avait été alertée à de nombreuses reprises de l'aggravation de la situation. Un rapport accablant du syndicat des médecins de prévention de La Poste avait déjà clairement identifié au printemps 2010 l'enchaînement des réorganisations comme la cause de l'augmentation des suicides, des maladies professionnelles et des accidents du travail. La direction de La Poste sait donc très bien que continuer à supprimer les emplois par milliers et maintenir un management par le stress ne peut que conduire à détruire la santé et même la vie de dizaines d'agents.

Mettre en difficulté la direction de La Poste

Le PDG de La Poste a réagi en annonçant un « Grand Dialogue », puis une « pause » des réorganisations jusqu'au 30 avril. Pour l'instant, ce ne sont que des annonces : dans les bureaux, les dates de mise en place prévues des réorganisations n'ont pas été modifiées. La direction espère pouvoir laisser passer l'orage.

Mais elle est en position défensive, et il est possible de profiter de cette situation.

Cependant, les fédérations syndicales ne parviennent pas à se mettre d'accord pour appeler ne serait-ce qu'à une journée nationale de grève contre les réorganisations et les suppressions d'emplois. Elles proposent une pétition, le boycott des réunions des instances (CT, CHSCT)... tout en participant à de multiples réunions au siège dans le cadre du « Grand Dialogue ». Les points d'appui pour arrêter le rouleau compresseur existent. Des centaines de postiers ont lutté dans les dernières semaines et dans les derniers mois (Isère, Sarthe, Alpes-Maritimes, région bordelaise...) contre les suppressions d'emplois et pour l'amélioration des conditions de travail. Des intersyndicales locales et départementales existent et peuvent prendre des initiatives. Dans la foulée de leurs 64 jours de grève, les postiers du 92 appellent en juin à une réunion nationale des postiers ayant mené des batailles ces derniers mois. Il faut combiner toutes les expériences, toutes les forces pour préparer un mouvement d'ensemble contre la politique de la direction.

Javier Guessou

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

La crise et l'insécurité sociale restent au cœur de la campagne

Malgré les efforts de Sarkozy et Le Pen pour que la campagne tourne autour de l'insécurité, la crise reste la préoccupation principale des Français.

La tuerie de Toulouse aura-t-elle été un tournant décisif de la campagne? Le FN et l'UMP l'espèrent évidemment. Et pendant que Marine Le Pen mettait le paquet dans l'abjection, Sarkozy en a encore rajouté sur le danger des «vagues migratoires incontrôlées» et la démagogie sécuritaire. L'effet Mohammed Merha risquait de s'atténuer? Envoyons la police nous arrêter au petit matin quelques salafistes excités. Prière de choisir ceux qui ont la plus longue barbe, ça passe mieux à la télé! Quant au PS, inquiet, il a fait le dos rond, reniant comme toujours tout courage politique. Il s'est même donné le ridicule de jouer au «plus sécuritaire que Sarkozy».

Pourtant, même si Sarkozy continue de grappiller des points dans les sondages, la magouille ne semble pas si bien marcher. Car la crise sociale reste la préoccupation essentielle de la majorité de la population. Les Echos livraient un sondage assez significatif le 28 mars dernier. À la question : «de quoi les candidats devraient-ils se préoccuper en priorité?», 52% des sondés répondent l'emploi, 42% le pouvoir d'achat, 27% la santé publique, et seulement 24% la dette et les déficits, 23% l'insécurité, et 11% l'immigration. Fait intéressant : beaucoup relèvent bien que certains prennent soin de noyer le poisson de la crise et de la catastrophe sociale en cours, puisque, à la question «de quoi parle-t-on pendant cette campagne?», 32% disent la dette, 32% l'insécurité, 25% l'immigration... Commentaire du journal patronal : «Malgré l'indignation suscitée par la tuerie de Toulouse, les Français ne souhaitent pas que l'insécurité et l'immigration deviennent les sujets majeurs de la campagne présidentielle.»

La progression incontestable de Mélenchon dans tous les sondages... et toutes les conversations, témoigne également de cette tendance de fond. C'est le reflet d'une révolte sociale, et aussi, en partie, la défiance envers la «gauche molle» de Hollande.

Mais ne nous rassurons pas trop vite. La crise ne suscite pas mécaniquement le développement d'une conscience anticapitaliste. Elle suscite beaucoup de désarroi et de fatalisme dans les classes populaires. Chez ceux qui se croient des «classes moyennes qui donnent plus qu'elles ne reçoivent», elle favorise des sentiments réactionnaires contre les chômeurs et les immigrés. Cela au nom du «trop de social tue la France» que brandit la droite et que conforte le PS en affirmant qu'il ne peut rien promettre. Rappelons-nous la leçon de 2007 : à la question sociale, il y a aussi des «réponses» de droite et d'extrême droite. Contre la démagogie raciste et sécuritaire, il faut donc rester offensifs. Sur le terrain social, il faut plus que jamais marteler nos réponses radicales à la crise. L'insécurité sociale pour la majorité de la population, alors que les capitalistes, seuls responsables de la crise, sont les seuls à ne pas la payer, ça suffit.

La crise continue, s'aggrave, et inévitablement se rappelle à cette campagne. Malgré l'impayable «baisse tendancielle de l'augmentation du chômage» de Sarkozy, il y a 1 000 chômeurs de plus par jour, toutes catégories confondues. L'actualité en Europe elle-même est à la fois un avertissement et un encouragement. En Grèce, au Portugal, maintenant en Espagne, des attaques sociales inouïes ont lieu. Mais les peuples et les travailleurs ne se laissent pas non plus faire, comme en témoigne encore l'immense succès de la journée de grève générale espagnole la semaine dernière. À nous donc de réinviter la crise dans la campagne.

Yann Cézard

Vous avez dit «égalité de temps de parole»?

À partir du début de la campagne officielle, c'est-à-dire environ un mois avant le 1^{er} tour, les médias audiovisuels sont en principe contraints de garantir une stricte égalité de temps de parole. Or, non seulement cette égalité est souvent contournée, mais surtout elle suit une période de quasi-absence de pluralisme, où les «petits» partis n'ont voix au chapitre que lorsque les «grands» médias le décident, autant dire (presque) jamais.

C'est le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) qui est chargé de contrôler le respect, par les chaînes de télévision et les stations de radio, des règles légales en matière de pluralisme politique. La presse écrite n'a, quant à elle, de comptes à rendre à personne! Rappelons par ailleurs que les membres du CSA étant nommés par le président de la République, de l'Assemblée nationale et du Sénat, l'indépendance dont cette institution se prévaut est largement factice. Hors élection présidentielle (seule élection où l'égalité de temps de parole entre partis est censée être garantie), c'est la règle de la répartition par tiers qui prévaut : un tiers pour l'opposition parlementaire, un tiers pour la majorité parlementaire et un tiers... pour le président de la République. Avant le début de la campagne officielle pour l'élection présidentielle, le CSA conseille aux médias audiovisuels l'«équité». On aperçoit ce que vaut cette équité en consultant les chiffres publiés par le CSA². Ainsi, entre le 1^{er} janvier et le 24 février, Philippe Poutou a bénéficié de 0,88% et 0,68% dans les émissions d'information sur France 2 et France 3, et 0,38% et 0,15% pour TF1 et M6. Pour la même période, sur aucune des principales radios généralistes (Europe 1, RTL, France Inter, France Info), notre candidat n'a bénéficié d'un temps d'antenne supérieur à 1%. Ce n'est qu'à partir du 9 mars que nos idées ont pu être

exposées un peu plus dans ces médias. Mais pour les «grands» journalistes et autres directeurs de rédaction, c'est déjà trop. Ainsi, neuf dirigeants des principaux médias audiovisuels ont, le 6 février dernier, envoyé un courrier au Conseil constitutionnel intitulé «Les règles du CSA sont inapplicables!» Il y a ceux qui, comme Jean-Michel Apathie, pense que cette égalité des temps de parole est «une bêtise française incroyable», et qu'il faudrait «qu'il y ait une révolte, des manifestations de journalistes, qu'on aille devant le siège du Conseil constitutionnel»³. Plus effarant peut-être, d'autres tenanciers des médias nient, tout simplement, le pouvoir de consécration (ou inversement d'invisibilisation) qu'ils s'arrogent. Face à Philippe (le 13 mars sur Canal+), Ariane Massenet peut ainsi asséner, après avoir justement constaté que la presse écrite avait consacré seulement 0,5% de ses pages politiques au NPA : «C'est une volonté de votre part? [...] Une volonté d'être invisible...?»

Dans ces conditions très difficiles, mais grâce à un temps d'antenne un peu moins défavorable, on peut espérer que Philippe,



dans les trois semaines restantes, pourra faire entendre une voix anticapitaliste, celle des opprimés qui ne se soumettent pas au rouleau-compresseur capitaliste que les médias dominants cherchent à nous faire accepter.

Léo Carvalho

1. Ainsi, les journalistes de l'émission «Le Grand journal» sur Canal+ avaient fait le calcul que Nicolas Sarkozy avait bénéficié du 20 février au 12 mars de 50% de l'espace consacré à la campagne dans la presse écrite.
2. Voir ici : <http://www.csa.fr/content/view/full/57266>
3. Toutes ces citations sont tirées d'un article d'Acrimed : <http://www.acrimed.org/article3765.html>

Mélenchon à la Réunion, illusions et réalité...

Le 18 mars, le candidat du Front de Gauche a défendu la République devant plus de 2 000 personnes, à la Réunion.

Dimanche 18 mars, Mélenchon a fait un tabac au Port, fief du PCR qui, tout en faisant preuve de réserve après la prise de position de son leader historique, Paul Vergès, en faveur de Hollande, a donné les moyens au dirigeant de la CGTR, Ivan Hoareau, président du Comité de soutien à Mélenchon, et proche de Vergès, de l'accueillir en fanfare devant plus de 2 000 militantEs et sympathisantEs enthousiastes, à un moment où la campagne s'annonce plutôt «mol» (terme créol «terne, décevante»).

Il faut dire que le tribun sait jouer de la passion, de l'humour, de la brosse à reluire et a le don de faire rêver, grâce à sa rhétorique redoutable à la Robespierre, dont il évoque l'héritage de 1789, de 1793... Il sait jouer des ambiguïtés d'ailleurs, l'homme se réclamant de l'esprit des Lumières, de la Révolution française, de la République universelle des droits de l'homme qui prendrait sa source et son essor à partir de la France!... La France qui a toujours justifié ses visées colonialistes et impérialistes au nom de ces grands principes! Il touche une corde

sensible lorsqu'il dit qu'il faudra mettre la finance sous la coupe des citoyens, «mais il faut tondre intelligemment»... Un discours à mi-chemin entre le gaullisme et le PSU, pour ceux qui l'ont connu... un drôle de «zanbrokal» (un mélange culinaire qui ne ressemble plus à rien mais reste goûteux!). Cela faisait du bien de retrouver un peu d'enthousiasme, de chaleur humaine, après toutes ces années de compromis tournant à la compromission du PCR et de Paul Vergès salués cependant par Mélenchon. Politique de compromission parce qu'on n'a pas été capable d'affronter les grands propriétaires terriens et voulu produire une classe bourgeoise nationale (endogène, proclamée «progressiste») qui aurait vocation à développer le pays – et «ensuite, plus tard, quand la classe ouvrière sera renforcée numériquement, on pourra aller plus loin» (dixit un des principaux responsables du PCR) – justifiant ainsi les soutiens aux Chateaufieux et autres «gros blancs» (descendants des grands propriétaires terriens, les usiniers, reconvertis dans la banque, l'import-export, etc.) qui

parasitent notre pays et le mettent à genoux. C'est cette politique qui a provoqué les émeutes récentes et le désespoir des jeunes, des masses populaires qui vivent pour la plupart avec un revenu proche du seuil de pauvreté, et ne connaissent que les petits boulots, le travail au noir et de longues périodes de chômage.

Le programme de Mélenchon est loin de répondre aux vrais problèmes de l'île et se contente de reprendre les mots d'ordre du PCR, «autonomie énergétique», «développement des pôles d'excellence» pour la recherche et le développement de la pêche, et de tout ce qui a trait à l'océan. Mélenchon reprenant à son compte les raisons pour lesquelles l'impérialisme français tient tant à ses territoires et autres colonies outre-mer : avec les Antilles et la Polynésie, la Réunion permet à la France de garder le contrôle des ressources océaniques (dont aujourd'hui les nodules métalliques qui jonchent le sol marin entre nos îles, riches en métaux rares et précieux). Ils font d'elle le second empire maritime du monde.

Yves Daniel Thébaud, la Réunion

En campagne

CLERMONT-FERRAND, DE MEETING EN RENCONTRES...

Suivi dès le matin par une équipe de Canal+, Philippe a rencontré l'association Osez le féminisme de Clermont et le Collectif contre l'incinérateur d'ordures ménagères. Les radios locales, Clermont 1^{re}, France 3 Auvergne, TF1, tous étaient aux rendez-vous.

Le soir, après l'introduction de Patrick, Sandrine élue NPA à Clermont-Ferrand a parlé des nombreuses luttes régionales dans lesquelles le NPA est intervenu, notamment contre les expulsions des sans-papiers, et avec le Collectif pour que la vérité soit faite sur la mort de Wissam décédé pendant une violente interpellation policière le 31 décembre 2011. Puis Philippe a déroulé les mesures d'urgences et le programme du NPA. «*Non, le NPA n'est pas mort!*», un débat de près d'une heure avec les 200 participantEs, dont un très grand nombre de jeunes, en témoigne (28 personnes, dont 26 jeunes ont laissé leurs coordonnées).

300 À NANTES

Un meeting entamé par une intervention d'un camarade du Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) qui a pointé les convergences entre la décroissance et l'anticapitalisme, à travers la critique du productivisme ou encore l'indépendance envers le social-libéralisme.

Deux interventions du NPA 44 ont souligné, l'une, les liens nécessaires entre anticapitalisme et écologie, une écologie radicale loin du capitalisme vert, l'autre, à quel point la situation en Grèce constituait un laboratoire des politiques d'austérité en Europe mais également un ferment des résistances. Avec

humour, parfois dérision, Philippe s'est ensuite exprimé, pendant une heure sur la situation politique et sociale, la crise économique et écologique. Il a redit sa solidarité avec la lutte contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et insisté sur la nécessité de préparer l'après-deuxième tour pour construire une opposition à l'austérité de droite comme de gauche. Une opposition qui implique une riposte unitaire, comme l'a rappelé Philippe, avec notamment la proposition d'une marche contre les licenciements. Le débat s'est surtout centré autour des questions du protectionnisme, du FN et du second tour...

AU MANS

C'est dans un quartier et une salle entièrement aux couleurs du NPA que s'est tenu le meeting devant 200 participants, dont un grand nombre de jeunes. Un camarade de la CGT, postier en lutte sur le département, a ouvert la réunion en dénonçant la réorganisation de

La Poste, la casse du service public et la répression antisyndicale, après un passage au tribunal à la suite du blocage du centre de tri. Puis une camarade jeune a montré le lien entre casse du service public d'éducation, la volonté de faire baisser le coût du travail et la question de la dette. Un hommage aux révolutions arabes et à la lutte palestinienne a précédé l'intervention de Philippe, longuement applaudi, avant un débat qui a permis de préciser



plusieurs points : nos réponses face à la casse des services publics, que faire des salariés du nucléaire, notre rapport à la VI^e République...

OLIVIER À LA VILLE ET À LA FERME

Venu en meeting à Quimper, mardi 27 mars, Olivier Besancenot a été reçu en début d'après-midi par Michel, paysan du NPA, dans sa ferme près de Quimerch avec d'autres paysans et éleveurs non productivistes et très radicaux. Nos camarades paysans ont expliqué avec force exemples leur manière de travailler, les circuits courts, la mutualisation des moyens, le respect de la terre et d'une agriculture paysanne opposée au productivisme polluant et à la soumission à la finance, pour enfin retrouver la dignité d'être paysan et la fierté de contribuer à nourrir sainement et avec goût la population environnante.

Alliant la parole aux actes, la quarantaine de camarades présents ont pu se délecter des produits de la ferme pendant que les journalistes faisaient connaissance avec nos candidatEs dans les quatre circonscriptions où nous nous présentons pour les législatives.

Le soir, Janine Carrasco, porte-parole du NPA local et suppléante pour les élections législatives dans le cadre de l'accord que nous avons réalisé dans la 1^{re} circonscription du Finistère avec le FdG et les Alternatifs, a ouvert la réunion. Elle a décrit les termes de cet accord qui affirme à la fois l'indépendance totale à l'égard du PS et un programme unitaire et radical sans ralliement du FdG au NPA ou de notre parti au FdG, sachant que ces deux courants militeront chacun pour leur propre candidat à la présidentielle. Janine a par ailleurs insisté sur le fait que cette unité était aussi le fruit de l'insertion du NPA dans les combats quotidiens et de sa présence politique incontournable dans le tissu local. Puis Louis Le Pape, membre du CPN et un des porte-parole départementaux, a développé, avec brio, en s'appuyant sur des exemples locaux, l'état de la triple crise que nous vivons : crise économique, sociale et écologique, ce qui a entraîné un débat en particulier sur la pêche.

Olivier a, quant à lui, centré son intervention contre la droite sarkozyste et sa variante lepéniste, développé le programme que défend notre candidat Philippe Poutou et martelé notre approche à la fois unitaire et radicalement anticapitaliste.

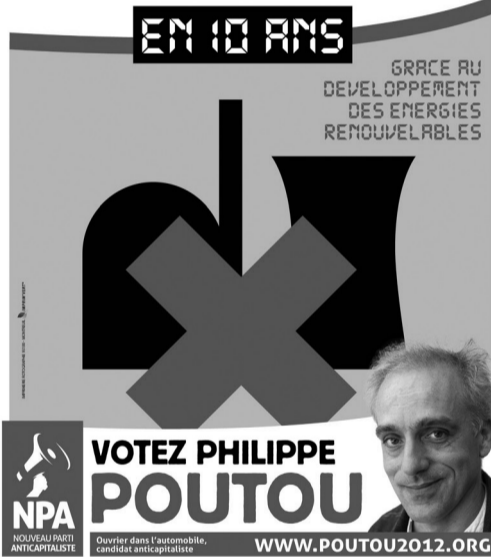
Plus de 160 personnes étaient présentes. Les échos à la sortie étaient très enthousiastes et plusieurs participants ont laissé leurs coordonnées.

Correspondants

SORTONS DU NUCLÉAIRE!

EN 10 ANS

GRACE AU
DEVELOPPEMENT
DES ENERGIES
RENOUVELABLES



VOTEZ PHILIPPE POUTOU

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Ouverrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste

WWW.POUTOU2012.ORG

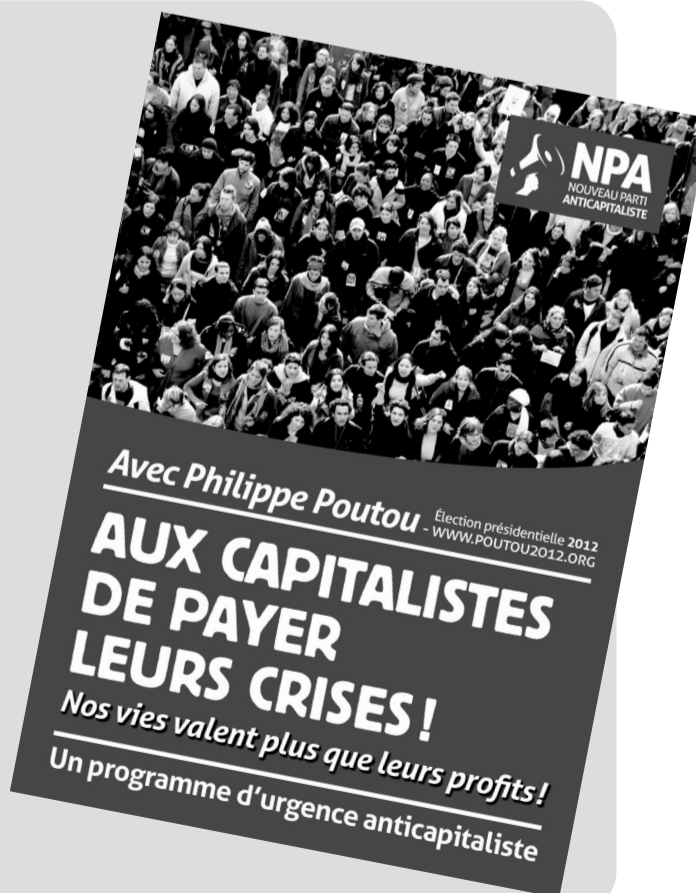
DEMANDEZ LE PROGRAMME!

DÉFENDRE L'EMPLOI EN INTERDISANT LES LICENCIEMENTS et arrêtant les suppressions d'emplois dans les services publics, **AUGMENTER TOUS LES REVENUS DE 300 EUROS NET**, imposer une autre répartition des richesses en défendant une fiscalité anticapitaliste. Mais aussi **SORTIR DU NUCLÉAIRE EN DIX ANS, RÉGULARISER TOUS LES SANS-PAPIERS, REVENDIQUER UNE LOI CADRE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, DISSOUDRE LES BRIGADE ANTICRIMINALITÉ (BAC), CRÉER UNE ALLOCATION D'AUTONOMIE POUR LA JEUNESSE.**

Notre programme couvre un large éventail de mesures d'urgence pour répondre aux besoins du plus grand nombre dans différents aspects de nos vies quotidiennes. Pour en prendre connaissance et mieux connaître nos analyses et nos perspectives, pour un socialisme du XXI^e siècle, une brochure de 32 pages est sortie.

À LIRE ET À FAIRE CONNAÎTRE.

Disponible en téléchargement sur les sites poutou2012.org et npa2009.org, auprès des militantEs du NPA et dans les réunions publiques de campagne. À commander gratuitement en envoyant ses coordonnées postales à contact@poutou2012.org



Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Judi 5 avril, Nanterre. Réunion publique à 12h30, faculté de Nanterre, 100 bd de la République, amph D1.

Judi 5 avril, Lyon. Réunion publique à 19h30, salle Victor-Hugo, mairie du 6^e, 33, rue Bossuet.

Samedi 7 avril, Mulhouse. Réunion publique à 18h30, Auberge de jeunesse de Mulhouse, 37 rue de l'Illberg.

Mardi 10 avril, Orléans. Réunion publique à 20h30, auditorium Marcel-Reggui, Médiathèque d'Orléans.

Mercredi 11 avril, Dijon. Réunion publique à 20h30, Salle Camille-Claudiel, rue Camille-Claudiel.

Judi 12 avril, Paris. Meeting à 20 heures à la Halle Carpentier, 81, bd Masséna (M^o Porte-d'Ivry ou Porte-de-Choisy) **avec Philippe Poutou, Christine Poupin et Olivier Besancenot.**

Samedi 14 avril, Pessac. Réunion publique à 19h30, Salle Bellegrave, avenue du Colonel-Jacqui.

AVEC CHRISTINE POUPIN

Mardi 10 avril, Carmaux. Réunion publique à 20h30, foyer Sainte-Cécile.

AVEC OLIVIER BESANCENOT

Judi 5 avril, Saint-Denis. Réunion publique à 20 heures, école Jules-Guesde, 8 rue du Corbillon.

Vendredi 6 avril, Paris 15^e. Réunion publique à 19h30 au Nouveau Patronage laïque, 61, rue Violet (M^o Commerce ou Émile-Zola).

Mercredi 11 avril, Bourges. Journée rencontre avec le NPA de 15 à 23 heures, salle de la Chancellerie, rue Louise-Michel.

MÉDIAS

Vendredi 6 avril
LCI, de 10 à 11 heures, débat Philippe Poutou et Dupont Aignan.

Dimanche 8 avril
Canal +, Dimanche +, à partir de 12h45 avec Philippe Poutou.
Radiofrance politique à partir de 18h30 avec Philippe Poutou.

Lundi 9 avril
Radio classique à partir de 8h15 Christine Poupin.
France 2, les 4 vérités à partir de 7h50 Philippe Poutou.
RMC Les grandes gueules à partir de 12h30, Olivier Besancenot.
Europe 1 à partir de 18h40, Philippe Poutou.

Mardi 10 avril
RFI à partir de 8h20 Philippe Poutou.
LCI à partir de 7h45 Olivier Besancenot.
RFI à partir de 19h Olivier Besancenot.

Mercredi 11 avril
Europe 1 à partir de 7h30, O. Besancenot.
RTL à partir de 7h50 Philippe Poutou.

Judi 12 avril, France Inter
à partir de 7h50, Philippe Poutou.

GRÈCE : LA CRIS

L enjeu peut paraître saugrenu : pour la fête nationale grecque du 25 mars, l'objectif du gouvernement Pasok/droite était qu'aucune manifestation n'ait lieu, après celles qui avaient rythmé la fête du 28 octobre (le « non » à Mussolini avait été transformé en « non » à la Troïka !). Mais malgré le déploiement de 7 000 policiers dans le centre d'Athènes et des défilés quasiment vides – les accès étant interdits –, la fête du début de la guerre d'indépendance de 1821 a bien pris la forme d'une volonté d'indépendance par rapport au gouvernement aux ordres de la bourgeoisie européenne. Enseignants et parents ont affronté la police, des lycéens dans le défilé ont refusé de saluer les autorités, et, en province, des mairies ont refusé d'installer des estrades pour les « officiels » !

Ces actes de désobéissance civile sont le signe que, même si la direction Pasok de la Confédération syndicale GSEE est bien sûr en dessous de tout, la résistance s'organise, dans une phase où la politique économique est chaque jour plus terrible. Ainsi, le plafond d'imposition va descendre à 5 000 euros de revenus annuels, pendant que le salaire minimum baisse de 22 %, et de 32 % pour les moins de 25 ans, que les retraites baissent encore de 12 à 20 %, que l'organisme d'habitations ouvrières est dissout... tout cela commenté par Christine Lagarde pontifiant que les salaires sont bien trop élevés en Grèce. Face aux terribles problèmes quotidiens, la résistance populaire tente de s'organiser pour survivre, avec un enjeu décisif : stopper la montée d'un racisme offrant à la vermine néonazie l'occasion de réapparaître, et encouragée par le gouvernement soutenu par la presse aux ordres. Il est important dans ce contexte que toutes les luttes locales prennent bien en compte la nécessité d'une politique anticapitaliste au niveau national, en rupture avec la logique de misère actuelle. Si cela passe en partie par les prochaines élections (redoutées par la Troïka qui fait pression pour les repousser le plus possible), l'urgence d'une mobilisation nationale prolongée, s'appuyant sur la solidarité internationale, est à l'ordre du jour.

Dossier réalisé par Tassos Anastasiadis et Andreas Sartzekis

Les luttes dans la santé

S i l'on met de côté quelques anciennes réalisations non négligeables comme les centres médicaux jusque dans des villages reculés, avec des jeunes médecins y accomplissant leurs premières années, les gouvernements successifs ont privilégié de plus en plus la médecine libérale, laissant faire dans les hôpitaux des pratiques de remise d'argent de la main à la main aux chirurgiens qui devaient opérer, pratique que la droite et le Pasok ont fait semblant de découvrir récemment ! Les malades laissés sur des matelas dans les couloirs faute de place sont un drame qui a commencé bien avant la crise. Mais avec celle-ci, le secteur hospitalier est plus délaissé que jamais :

- manque de médicaments et de produits d'entretien. Ainsi, l'Union professionnelle du matériel orthopédique vient de décider de ne plus livrer les hôpitaux car l'État ne les a pas payés depuis 2010.
- Manque de personnel, et heures supplémentaires et jours d'astreinte non payés.
- Parallèlement, très forte hausse du public vers les hôpitaux, avec des queues immenses dans les centres de santé.

Ainsi, un des plus importants hôpitaux d'Athènes, Sotiria, spécialisé en maladies

pulmonaires, a vu en deux ans une hausse de 30 à 40 % du nombre de patients, pendant que le gouvernement tente de le fusionner avec l'hôpital voisin, ce qui occasionnera fermeture de lits et réduction de personnels dans un hôpital où déjà depuis longtemps le manque d'infirmiers oblige les familles à payer des personnels privés pour assister les malades la nuit. Voilà pourquoi une grande mobilisation a commencé, avec comme revendications :

- pas un seul lit fermé ;
- embauche du personnel nécessaire ;
- paiement des jours d'astreinte (non payés depuis décembre) ;
- fourniture des médicaments et du matériel nécessaires aux soins.

Depuis des semaines, les travailleurEs font des arrêts de travail et occupent les bureaux de l'administration de l'hôpital voisin. De son côté, la Fédération des travailleurs hospitaliers a engagé 20 jours d'action contre la politique d'évaluation, le licenciement des personnels et la fusion engagée de nombreux hôpitaux. Cette semaine ont eu lieu un peu partout dans le pays des occupations et rassemblements en défense d'une politique de santé publique.



La peste brune tente de renaître

S ils étaient relativement discrets depuis 1974, année de la chute de la dictature militaire, les fascistes n'avaient jamais complètement disparu, exploitant sans vergogne le nationalisme, l'antisémitisme et tentant depuis plusieurs années de se reconstruire sur la base de campagnes racistes contre les nombreux immigrés arrivant d'Afrique ou d'Orient. Cette extrême droite a aujourd'hui un double visage :

- institutionnel avec le parti Laos, sorte de Front national, autour de son caudillo Karatzaferis. Celui-ci a raté comme on le prévoyait son pari politique : appuyer la politique de Papandréou par conviction mais aussi pour offrir un visage présentable et entrer dans le gouvernement d'union nationale qu'il prêchait. En fait, il y a bien sûr laissé des plumes, a fait sortir ses ministres (mais deux ont rejoint le parti de droite !) et du coup refonde son action en retrouvant ses accents anti-immigrés coutumiers.
- Des activistes néonazis, petites frappes regroupés dans Chryssi Avgi (« Aube dorée »), dont le chef est un terroriste ancien poseur de bombes. Ouvertement protégés par les MAT (CRS grecs) et servant à l'occasion d'auxiliaires de la police, ils ont connu un succès certain dans un quartier du centre d'Athènes en organisant une partie de la population contre les immigrés qui y vivent dans la misère. Des vols mais aussi quelques meurtres commis par des immigrés ont été le prétexte à un déchaînement raciste, avec expéditions violentes et formation de groupes de « vigilance », et l'intolérable élection comme conseiller municipal d'Athènes du chef du groupuscule, n'hésitant pas à faire le salut nazi dans la mairie. Désormais, le groupe, comme blanchi par la participation de son homologue Laos au gouvernement, tente de passer à la vitesse supérieure, en banlieue et en province : d'un côté tentatives de s'introduire dans les rassemblements des IndignéEs, de l'autre embrigadement de jeunes pour aller frapper immigrés et antiracistes. Ils tentent même des incursions dans des banlieues à tradition démocratique, comme cette semaine à Nea Smyrni où ils ont blessé deux réfugiés syriens sur la place centrale pleine de gens qui n'ont pas réagi.

De son côté, le Réseau de recensement des victimes note une croissance exponentielle des agissements s'inquiète de la participation de jeunes mineurs. Face à cette situation, le gouvernement fait semblant de conscient de conforter le racisme et donc les fascistes, avec une politique et des propos illusoires du ministre de « la protection du citoyen », Michalis Lomnitsis, très réactionnaire cadre du Pasok. L'ouverture d'un véritable camp de concentration pour immigrés fuyant leurs conditions de guerre et de travail (1 000 places dans une ancienne caserne qui servait par une milice privée), il déclare (cité par *Epoch*) : « *devons affronter avec résolution la question de l'immigration, qui désormais s'est transformée en une question sociale et nationale.* » Et parlant de la politique de « la bombe (sic). Autrement, fatalement, nous serions à la catastrophe. Et donc, on ne peut pas en parler davantage en tant que société. Des centaines d'hommes pauvres et misérables dans les rues, sans activité et affamés, victimes des pratiques du commerce des esclaves : il est de la plus grande urgence que nous avançons. » Le gouvernement a depuis la construction de 30 camps semblables dans le centre pour regrouper 30 000 immigrés. Parallèlement, une grosse campagne gouvernementale et médiatique vise à faire passer le danger que représenterait cette population, pour la santé publique.

Le ton est donné... Et les tâches antiracistes et antifascistes sont donc extrêmement urgentes et nombreuses au moins deux :

- une bataille centrale pour les droits des immigrés, notamment celui à un accueil digne des droits de l'homme. De ce point de vue, il faut certes en finir avec la politique qui pousse des immigrés sans ressources à survivre dans des conditions terrifiantes et dangereuses dans les quartiers d'Athènes, mais supprimer les bancs publics, des places centrales, comme l'a fait le maire de Thessalonique, renforce l'exclusion et justifie le racisme. Or, les actions concernent au même titre la population

LE AU QUOTIDIEN



(PHOTO THÉQUE ROUGE/DA)

Crise et luttes dans les médias

Les luttes des travailleurEs des médias grecs ont été multiples et dures depuis le début de la crise. Du point de vue de la classe ouvrière, la raison principale est que les médias disposaient d'un noyau réglementé (journaux et télé d'Athènes), avec conventions collectives et organisations syndicales réelles – chose exceptionnelle pour le secteur privé. Il est vrai qu'autour de ce noyau, il y a pléthore d'entreprises (magazines, internet, petites radios et journaux de province, etc.) et des travailleurEs très flexibles, mais qui visaient jusqu'à maintenant à accéder aux « règles » des journaux d'Athènes. La logique de la crise a renversé ce mouvement, poussant tout le monde à s'aligner vers le bas ! Certes, la crise a frappé brutalement les recettes, qui dépendent dans une grande mesure de la publicité, donc de la conjoncture économique ambiante, qui plus est dans le contexte de restructuration mondiale de l'information à cause d'Internet. Mais ceci a été utilisé plutôt comme une occasion par le grand capital qui contrôle l'information pour attaquer le travail et démanteler les réglementations. Il faut aussi savoir que le capital qui contrôle les médias ne le fait pas par seul plaisir du profit immédiat retiré du secteur, mais plutôt pour les manipuler en faveur de ses autres business : parmi les quatre grands groupes de presse d'Athènes, deux sont contrôlés par des armateurs et un appartient à une multinationale grecque du bâtiment. Et même la façon dont a été menée la gestion de la crise montre cette volonté violente de la part du capital multinational. Par exemple, la filiale grecque Leo Burnett, de la multinationale française de la publicité Publicis, dont la déclaration de « faillite » (= refus de payer ses dettes) l'année dernière a renforcé la propagation de la crise et la pression sur les médias. Dans une première phase, 2010-2011, l'attaque a surtout pris la forme de licenciements de masse, de fermetures de journaux et de restructurations du travail. Les grands groupes ont réussi à imposer brutalement un rétrécissement d'au moins un tiers de leurs effectifs en poussant au chômage une grande partie des travailleurs. Et surtout, pour le faire, ils ont employé systématiquement la division des travailleurEs (journalistes contre personnel administratif, techniciens de la radio contre imprimeurs... le mot d'ordre étant « sauve qui peut ») et l'attaque contre les syndicats « irresponsables » – attaque organisée la plupart du temps par des mouvements « spontanés » à l'intérieur des boîtes aux cris de « sauver l'entreprise ». Le grand groupe de presse DOL – emblématique pour la Grèce, un des piliers traditionnels du pouvoir politique – a été à l'avant-garde de toute cette attaque, de division, des licenciements, de lutte antisyndicale.

LUTTE POUR LES SALAIRES

L'attaque contre le salaire est l'épicentre de la deuxième phase, qui a commencé d'ailleurs aussi très tôt. Ainsi la télé Sky, qui appartient à l'armateur grec Alafouzos, a imposé en décembre 2010 les premières conventions individuelles : des baisses de salaire de 10% avec rupture des conventions collectives et des licenciements pour celles et ceux qui ont refusé une procédure visant – au-delà du salaire – à casser la présence des syndicats dans les boîtes ainsi qu'à violer la légalité bourgeoise des minimums réglés par la loi et les conventions collectives (fiction européenne qui à l'époque était encore juridiquement en vigueur). Ce mouvement s'est généralisé pendant toute l'année 2011 dans tous les groupes et à plusieurs reprises : la radio Pegasos, qui appartient à

une multinationale du bâtiment, a imposé de la même façon trois fois des baisses des salaires de 10%, à chaque fois créant une violence inouïe à l'intérieur de la boîte. De même, cet autre armateur, Kyriakou, qui vient de demander une troisième baisse des salaires (de 10% à 20%) aux travailleurEs de la chaîne Antenna, une semaine après que sa filiale serbe a déclaré des profits juteux ! Il faut savoir que la baisse des salaires réels (en comptant simplement l'inflation et l'imposition des salaires au nom de la crise) depuis deux ans est estimée autour de 25%. En y ajoutant la baisse des salaires nominaux imposée dans cette deuxième phase, on arrive à une baisse cumulée de 50% et il semble que le but soit d'arriver à des coupes jusqu'à deux tiers du salaire.

Mais il y a pire : car ce qui s'est généralisé depuis l'année dernière, c'est le travail non payé ou payé avec des retards de plusieurs mois. Très peu d'entreprises dans le secteur continuent de payer des salaires normalement ! Les cas les plus frappants et connus (mais la pratique est générale, surtout dans les petites entreprises) est la télé Alter, qui a arrêté de payer depuis un an et demi ses 700 travailleurs ainsi qu'*Eleftherotypia* (un des quatre grands journaux d'Athènes et le seul qui était un peu critique envers la politique de la Troïka) qui a arrêté de payer en été dernier ses 800 salariéEs. Dans les deux cas, les travailleurEs, après quelques mois d'illusions sur un prétendu « sauvetage de leur entreprise », se sont misEs en grève avec occupations, et ont bénéficié de la solidarité de la société comparable à la grève des sidérurgistes de Halivourgia. Il y a même eu un début de reprise de l'activité sous contrôle des travailleurEs, avec deux numéros d'*Eleftherotypia* édités, mais pour la télé Alter, après quelques mois d'émissions réalisées par les travailleurEs, les patrons des médias et l'État ont coupé les antennes d'émission.

Dans la phase qui s'ouvre maintenant il y a deux enjeux importants : d'abord le démantèlement de toute structure publique d'information (radios publiques locales contrôlées par les mairies, agence de presse nationale et télévision et radios publiques), et, surtout, le démantèlement des conventions collectives et des réglementations de travail, car à la violation de fait du droit du travail, le nouveau mémorandum élaboré par la Troïka ajoute la suppression de juge des conventions collectives (elles n'ont plus valeur d'obligation pour l'entrepreneur !), ainsi que la liberté du capital à payer le travail comme bon lui semble (pour baisser des salaires il n'y a plus nécessité d'accord avec le travailleur !).

Malgré les luttes continues et répétées au niveau des boîtes et du secteur entier (avec des grèves et mobilisations centrales), les travailleurEs ont le sentiment d'aller de défaite en défaite, de travailler dans une machine de propagande capitaliste, toute entière orientée contre la société et le travail. Cela pose de plus en plus la nécessité d'une réorientation du mouvement pour se rapprocher du reste des travailleurEs grecQUEs, dans la lutte bien sûr, mais surtout aussi dans la recherche d'un mode de travail qui reprenne la déontologie professionnelle bafouée systématiquement par les capitalistes des médias au service des diverses troïkas. C'est une bataille interne et externe au secteur et même au-delà du pays, car il ne s'agit pas seulement des conditions et des salaires de quelques dizaines de milliers de travailleurEs, mais de la reproduction d'un système qui n'a que la barbarie comme perspective, en Europe et dans le monde.

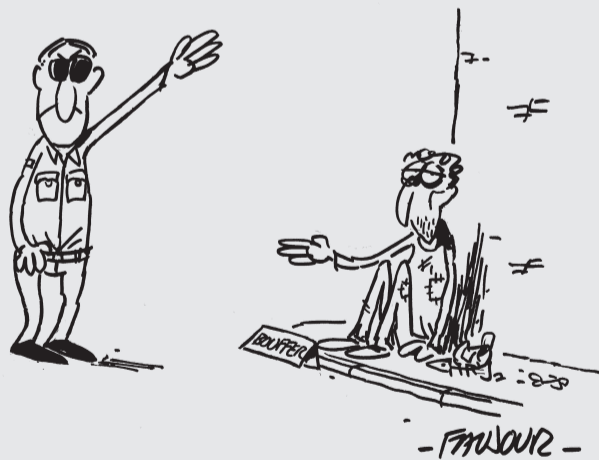
olences ra-
pressions, et
S.

et le choix
s violences
strés par le
alis Chry-
Justifiant
on pour les
de misère
sera gardée
chi) : « Nous
de l'immi-
n problème
des camps :
aliser cette
ons menés
supporter
de milliers

, sans tra-
milieux du
de nécessité
is annoncé
s le pays,
a lieu une
ique sur le
y compris

aujourd'hui
. Il y en a
migrés, no-
e l'homme.
a politique
rvivre dans
ns certains
publics sur
la capitale,
es revend-
on grecque

GRÈCE : ÉTAT DES LIEUX



et immigrée : création d'emplois, notamment dans le secteur de la construction (secteur sinistré), droit à des soins de qualité, droit à l'éducation (cette année, absence de manuels scolaires pendant des mois, écoles fermées par mesures d'économie)...

- unité du mouvement antiraciste pour lui donner le caractère de masse et d'efficacité nécessaires. Le 17 mars, une manif de 1000 personnes s'est dirigée (et a été bloquée par la police) vers Aghios Pandelimonas, le quartier où sévissent les néonazis. Cette manif, appelée par une association liée comme souvent en Grèce à une organisation politique, constitue l'exemple d'une riposte nécessaire mais très insuffisante. À l'heure où les néonazis sont crédités dans les sondages de scores parfois supérieurs à ceux de Laos et pourraient avoir des députés, des campagnes de masse unitaires et prolongées sont à l'ordre du jour, et quelques exemples apparaissent, avec la participation massive de lycéens. Empêcher le développement des fascistes et reconquérir par des mobilisations de masse et des perspectives anticapitalistes les quartiers tombés dans leurs mains fait partie des urgences !



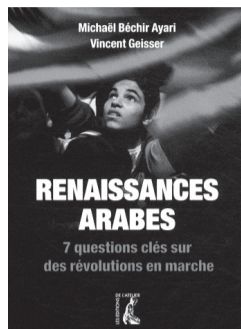
(PHOTO THÉQUE ROUGE/DA)

l'essai

**RENAISSANCES ARABES.
7 questions clés sur des
révolutions en marche**

**MICHAËL BÉCHIR AYARI
ET VINCENT GEISSER**

Les éditions de
l'Atelier 2011
160 pages
18 euros



Les deux auteurs, spécialistes reconnus de la Tunisie et chercheurs émérites du monde arabe, ont voulu répondre à des interrogations sur ce printemps qui dévaste le monde arabe. Quand la Tunisie a ouvert le bal, ils savaient ce que ce changement devait au long travail des militants de gauche et notamment des maoïstes dans ce pays. Le présent ouvrage répond aux questions les plus courantes sur ces changements parfois au goût de jasmin, parfois de papyrus, dont le label rejoint celui des révolutions verte ou orange. Il démystifie ces révoltes Facebook en revenant sur le travail des militants à partir de l'ONG CANVAS et rappelle l'engagement périlleux de la jeunesse déshéritée, elle bien présente dans la rue. « C'est internet qui est en phase avec le nouveau militantisme et non l'inverse », affirment ses auteurs. Autre question fort habile, relayée par certains réseaux, celle du complot américain qui tend à discréditer les rebellions syriennes ou libyennes au prétexte que Bachar Al Assad serait comme feu Khadafi un « bon dictateur » et même un Zaïm, un leader. On n'ignorait pas que le despote de Damas était un ophtalmologue débauché malgré lui pour diriger son pays. Il n'en reste pas moins que tout ophtalmologue qu'il reste, il n'est certes pas visionnaire. Les auteurs règlent ainsi leur compte aux conspirationnistes qui voient la main de Washington agiter des marionnettes dans le Great Middle East. D'autres questions sont abordées : la place des femmes, le rôle démographique, révolutions bourgeoises ou populaires, laïques ou religieuses. Ce livre rappelle fort à propos que l'engagement des partis islamiques dans la voie parlementaire a aussi pour corollaire des programmes libéraux à faire frémir Berlusconi. Un FMI islamique est même à l'étude et les Frères musulmans ne cachent pas leur volonté d'un capitalisme national indépendant.

Christophe Goby

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

RECTIFICATIF

Dans le dernier numéro, des erreurs se sont glissées dans l'essai sur le livre de Christian Ferrer, *Têtes d'orage. Essais sur l'ingouvernable*. Voici ce qu'il fallait lire :

TÊTES D'ORAGE.

Essais sur l'ingouvernable

CHRISTIAN FERRER

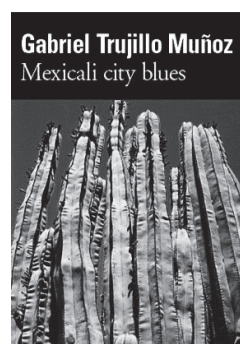
Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Pierre-Jean Cournot

Rue des Cascades
192 pages
12 euros



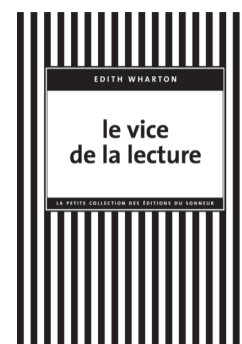
**MAGAZINE
HORS-SÉRIE DU MONDE
SUR VICTOR HUGO**
7,50 euros
Une belle iconographie, des extraits bien choisis, des contributions multiples et de qualité. La partie la moins intéressante n'est pas celle réservée aux candidatEs à la présidentielle ou à leurs représentantEs. Pour rigoler, on peut lire la prose de Copé, pour s'ennuyer, celle de Filipetti, pour s'énerver celle de la fille Le Pen. Pour Mélenchon, chez Hugo tout est bon, comme dans le cochon. Il est beaucoup question de populisme, c'est dire si la question le tarade. Nathalie Arthaud, sans surprise, reprend le pamphlet de Lafargue, *la Légende de Victor Hugo*. Quant à Philippe Poutou, il souligne combien cette œuvre a modelé les consciences populaires, tout en rappelant que les hommes sont bien souvent plus petits que leurs idées, et qu'un géant comme Hugo n'y échappe pas.

Thierry Martin



**LIVRES
MEXICALI CITY BLUES**
Gabriel Trujillo Muñoz
Traduction : Gabriel Jaculli
Folio Policier Gallimard / 4,60 euros
Retour de l'avocat Morgado pour une nouvelle enquête : il s'agit de retrouver un pilote américain qui a disparu dans une zone désertique, alors qu'il s'occupait du recensement de cactus. Une activité sans doute surprenante, mais mise en avant par une obscure organisation écologiste : il s'agit de comptabiliser tous les spécimens de pasacana, sorte de cactus géant qui ressemble à une grande chandelle et présenté comme l'emblème du Mexique. Mais ce ne sont pas des considérations écolo qui poussent Morgado à accepter l'affaire, plutôt l'émoi que provoque la femme du pilote disparu. Car il ne saurait refuser grand-chose à son ancien amour de jeunesse. Et pour elle, il se sent près à affronter les dangers que recèle le désert mexicain !

Henri Clément



**LIVRES
D'UN NOUVEAU COMLOT
CONTRE LES INDUSTRIELS**
Stendhal
La petite collection des éditions du sonneur / 5 euros
Dans ce pamphlet enlevé, Stendhal raille la prétention des saint-simoniens de faire des industriels les seuls juges de toutes les activités sociales. Pour un peu, on croirait avoir à faire à Mme Parisot. Ce texte, rédigé en 1825, est un bon reflet des débats de l'époque, comme des prétentions de plus en plus affirmées de la bourgeoisie, qui s'efforce alors de reconquérir l'Etat. Stendhal s'élève contre un discours qui masque les réalités quotidiennes de l'industrie, les arnaques et coups bas. Et surtout, l'absence de tout principe : « Mais dès que le huit pour cent se présente, le banquier oublie bien vite la liberté ». C'est l'époque de la guerre d'indépendance grecque, le poète Byron est mort en allant la rejoindre. Stendhal enfonce le clou, en conclusion : « Pendant ce temps, qu'ont fait les industriels ? Un honorable citoyen a fait venir des chèvres du Thibet. »

H. C.



**MUSIQUE
BE GOOD**
Gregory Porter
Motema
Encore peu connu voici deux ans, Gregory Porter s'est imposé avec son précédent album et son titre *1960 what?* qui fit le bonheur des remixeurs et DJ en tout genre. Mélangeant finement jazz et soul dans un esprit étonnamment moderne (quelque part dans la lignée de Donny Hathaway et des Jazz Crusaders), il fait donc désormais les beaux jours et la belle réputation du petit label de Harlem Motema. Ce nouvel opus ne change pas une formule aussi efficace, y compris en s'aventurant vers le Big Band, toujours appuyée sur sa voix exceptionnelle et profonde qui lui permet notamment de se lancer dans une superbe reprise de Billie Holiday sans filet instrumental. À découvrir prochainement sur scène, notamment le 2 juin à Paris à la Cigale. Pensez à vous y prendre à l'avance.

King Martov

Et l'art et la culture dans tout ça ?

À l'heure où les droits des salariéEs, précaires et chômeurEs sont attaqués, les intermittentEs du spectacle ne sont pas en reste.

Les logiques à l'œuvre dans le système capitaliste et patriarcal n'épargnent pas les domaines des arts et de la culture. En ce qui concerne le spectacle vivant, les institutions (centres dramatiques et chorégraphiques nationaux, orchestres, opéras, scènes nationales) se partagent les deux tiers des crédits déconcentrés du budget de la culture tandis que les autres lieux et compagnies (qui bénéficient de subventions !) se partagent le reste¹. Ne comptons même pas les artistes, lieux de diffusion et compagnies qui n'en voient même pas les miettes. Ces mêmes institutions culturelles sont en majorité dirigées par des hommes (92% des théâtres, 89% des institutions musicales, 86% des établissements d'enseignement...) qui en maîtrisent les représentations (97% des musiques composées par des hommes, 85% des textes, 78% des mises en scène...) et les moyens financiers². Si l'art peut être un outil de subversion, il est également un moyen de maintien des normes en place entre les mains des dominants. Les droits des intermittentEs du spectacle sont sans cesse bafoués, et l'on peut déjà craindre une renégociation des annexes 8 et 10 de l'assurance-chômage. Les intermittentEs sont les premières touchées par la précarité de ce « statut » dans le cadre d'un congé maternité³. Rappelons que si la défense de ce régime de l'intermittence dans le cadre du système capitaliste en place est une nécessité, il n'est à terme pas souhaitable dans le projet de société que porte le NPA. Nous revendiquons



un salaire décent pour les artistes et technicienNES du spectacle. Ajoutons à cela les restrictions budgétaires du ministère de la Culture, l'augmentation du taux de la TVA culturelle (de 5,5% à 7%) pour comprendre que le secteur culturel n'échappera pas non plus aux politiques d'austérité. Si le débat est actuellement concentré uniquement sur la loi Hadopi en matière d'art et de culture, il exclut de fait les arts de la scène ainsi qu'une réflexion plus large sur la place de l'art et de la culture dans notre société. Dans ses réponses accordées au questionnaire du journal *Profession spectacle*, notre candidat Philippe Poutou rappelle que le cadre capitaliste n'offre ni alternative ni perspectives aux artistes, enfermés dans une

logique marchande (et misEs en concurrence les unEs avec les autres), et que la culture doit être accessible à touTEs.

Céline (Lyon)

1. Selon un rapport de janvier 2007 sur les modalités d'attribution des crédits d'intervention en faveur du spectacle vivant : <http://www.irma.asso.fr/IMG/pdf/539.pdf>

2. Rapport de Reine Prat : « Pour une plus grande et une meilleure visibilité des diverses composantes de la population française dans le secteur du spectacle vivant. Pour l'égal accès des femmes et des hommes aux postes de responsabilité, aux lieux de décision, à la maîtrise de la représentation » (mai 2006) : <http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/rapports/prat/egalites.pdf>

3. Collectif des Materniténtes.

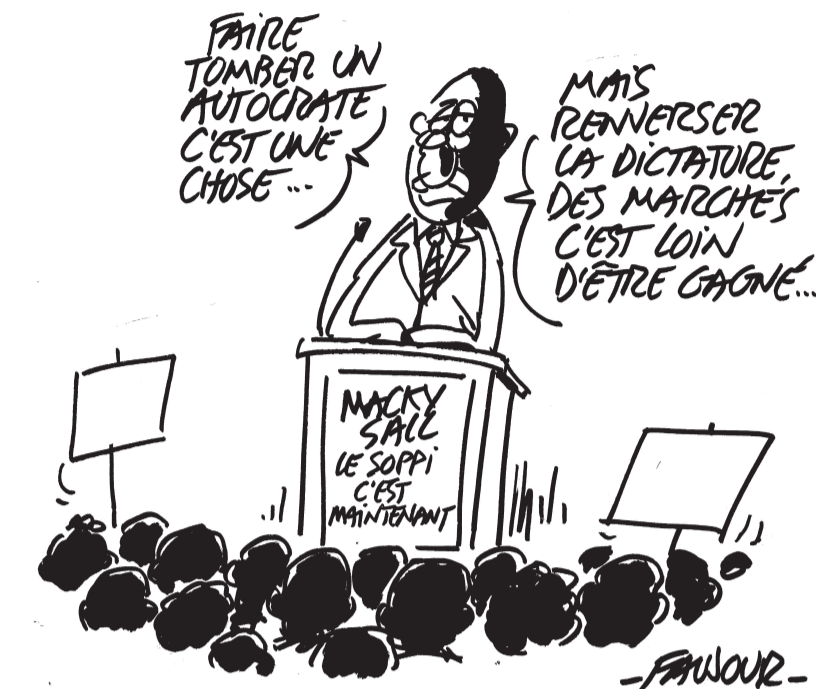
SÉNÉGAL Le risque d'une victoire à la Pyrrhus

En mettant fin à douze ans de pouvoir, les populations du Sénégal viennent d'infliger à Wade une défaite cinglante. La victoire de Macky Sall, son ancien Premier ministre, n'est cependant pas un signe de changement.

Wade a eu beau multiplier les visites aux Mourides, dignitaires religieux respectés, pour obtenir des consignes de vote en sa faveur, acheter des notables de villages, tenter de débaucher les soutiens des candidats concurrents, promettre de ne rester au pouvoir que trois ans sur un mandat de sept, les résultats sont sans appel : il ne recueille que 35% des voix contre 65% pour son rival Macky Sall. Rien n'a pu empêcher cette défaite qui semblait d'autant plus inexorable quand les autres candidats s'étaient rangés derrière Macky Sall. Aujourd'hui la communauté internationale tente de faire passer Wade pour un grand démocrate, parce qu'il a reconnu sa défaite. C'est vite oublier tous les tripatouillages constitutionnels qu'il a concoctés pour tenter de rester au pouvoir. Et seules les mobilisations exceptionnelles de la population ont réussi chaque fois à déjouer ces manœuvres grossières auxquelles il a répondu par une répression qui a causé la mort de six personnes et l'emprisonnement de centaines de manifestants. Si Wade a reconnu sa défaite, c'est tout simplement parce qu'il ne pouvait pas faire autrement.

UNE VICTOIRE QUI VIENT DE LOIN

En guise de «soppi» («*changement*» en wolof) promis par Wade et son parti le PDS, lors de son élection en 2000, la population n'a eu pendant ces douze ans qu'une dégradation des conditions de vie, un pouvoir d'achat en berne, des délestages d'électricité quotidiens, un chômage massif qui a poussé bien des jeunes à risquer et parfois perdre leur vie en tentant d'émigrer vers l'Europe sur des bateaux de fortune. Pendant ce temps, les fils de Wade, Karim, dépensait les deniers publics dans les travaux de prestige de la capitale et amassait une fortune considérable en prélevant 15% à chaque investissement. Cette victoire électorale est le prolongement des mobilisations populaires contre la troisième candidature de Wade et sa volonté de mettre son fils Karim au pouvoir. De ces luttes a émergé le Mouvement du 23 juin regroupant l'essentiel de la société civile, dont le fer de lance est représenté par les jeunes de l'association «Y'en a marre». Les



racines de cette victoire sont plus profondes et s'inscrivent dans un cadre de résistance globale qui s'est concrétisée par l'organisation des Assises nationales en 2008-2009, vues comme une réponse de la société à la politique délétère menée par Wade. Ces Assises ont dressé un bilan sévère de l'état du Sénégal et défini très précisément le type de gouvernance du pays en s'inscrivant contre une présidentialisation à outrance du pouvoir, pour favoriser le rôle de l'Assemblée nationale. En mars 2009, lors des élections municipales, l'opposition a remporté la plupart des grandes villes, confirmant le rejet de Wade.

UN WADISME SANS WADE

Mais Macky Sall n'est pas un homme nouveau. Premier ministre du gouvernement Wade pendant huit ans, numéro deux du PDS, président de l'Assemblée nationale, ce libéral convaincu fut limogé par Wade pour avoir tenté d'auditionner son fils dans l'affaire d'un gigantesque détournement de fonds, ce

qui lui a valu la réputation d'homme intègre. Son programme politique et économique ne se différencie en rien du gouvernement précédent, et il n'est pas question pour lui de remettre en cause, même à la marge, la domination des marchés internationaux, même si le temps d'une élection, il s'est engagé à baisser les prix des denrées alimentaires. Pour les élections législatives qui vont se tenir en juin, les deux formations qui se réclament de la gauche, le Parti socialiste de Dieng et l'AFP de Niasse, ont pris la lourde responsabilité de s'allier avec le parti de Macky Sall contre le PDS de Wade. Cette opération vise à assurer le soutien de l'Assemblée nationale au gouvernement. Contre le risque d'une hégémonie libérale, plusieurs voix se font entendre pour que les organisations de la gauche radicale se réunissent et présentent des listes communes pour les législatives, d'être un point d'appui dans les luttes et offrir une alternative au libéralisme.

Paul Martial

IRAN La crise s'intensifie

Marasme économique, crise sociale et intensification de la répression sur fond d'une crise de régime qui n'en finit pas, la République islamique d'Iran perd de jour en jour sa légitimité aux yeux de la population. Les indicateurs sociaux et économiques présentent une situation de décrochage. Le 14 mars dernier, lors d'un discours devant le Parlement pour défendre son bilan, Mahmoud Ahmadinejad a prétendu que l'inflation était de 30% au lieu des 21% annoncés officiellement. En réalité, l'inflation annuelle se situe autour de 60%. La hausse des prix est le résultat de la politique menée par le gouvernement et de la «réforme» des subventions aux produits de première nécessité. Une politique qui s'inspire des recommandations du FMI et qui dégrade considérablement les conditions de vie de la population. Le pouvoir a tenté de juguler la montée du mécontentement populaire en étalant sur cinq ans les suppressions de subventions sur le sucre, le blé, le riz, le lait, l'eau, l'électricité, l'essence et le gazole. Il a même mis en place des aides compensatoires versées aux plus pauvres, censées couvrir 50 à 70% des augmentations sur les produits de bases mais qui ont été largement absorbées par l'inflation. Le chômage a explosé et se situe officiellement à 14,5% mais la réalité, selon les économistes indépendants, est plus proche

des 25%. Le rial, la monnaie iranienne, a perdu 55% de sa valeur par rapport au dollar depuis un an. Et la perspective n'est guère reluisante, car les sanctions internationales décidées pour peser sur le programme nucléaire de l'Iran commencent à peser sévèrement. Les mesures prises par les grandes puissances impérialistes réduisent fortement les possibilités d'emprunts sur le marché du crédit et empêchent le secteur industriel de se procurer les pièces nécessaires à son bon fonctionnement. Du coup, les licenciements et les arriérés de salaires explosent. Seule l'industrie de l'armement sous contrôle direct du corps des Gardiens de la Révolution échappe au délabrement généralisé. Ce secteur bénéficie d'ailleurs de toutes les largesses du pouvoir, et son budget représente plus du quart du budget national. Il faut se rappeler que le pays détient 10% des réserves pétrolières mondiales prouvées (ce qui le place au 3^e rang mondial) et que, faute d'investissement, l'Iran importe plus de 50% de l'essence et du gazole utilisés. Pire, le régime de Téhéran se prépare à passer un été pour le moins difficile. Dès le 1^{er} juillet prochain, les pays européens n'achèteront plus de pétrole à l'Iran. Une manne financière non négligeable dont va devoir se passer Téhéran, qui tire 80% de ses rentrées en devises de ses exportations d'or noir... sauf s'il consent à mettre un terme à son enrichissement d'uranium. Le pouvoir

prévoit pour l'été une hausse de 30% des prix de l'essence, du gazole et du fioul. Dans ce contexte de crise généralisée et malgré une répression féroce, les luttes de résistance et les grèves se développent. À chaque fois, les meneurs et les militants syndicaux sont arrêtés, subissent des conditions de détention des plus humiliantes et sont lourdement sanctionnés. Le régime accentue la répression afin de contenir la contestation sociale qui pourrait dans les prochains mois prendre la forme d'émeutes de la faim. La crainte du pouvoir est de voir les revendications sociales rallumer les braises du mouvement démocratique qui avait secoué le pays après les élections truquées de 2009. La République islamique vient de signer un nouveau contrat de 120 millions de dollars avec la Chine pour l'achat d'un système de contrôle des flux téléphoniques et du réseau Internet. La coopération internationale en ce domaine est riche et les entreprises françaises y participent sans ménagement. Le guide Ali Khameneï a ordonné la mise en place d'un intranet à l'échelle du pays. D'ailleurs, le corps des Gardiens de la Révolution est actionnaire majoritaire de la compagnie de télécommunications depuis l'été 2009... Face à la dictature des mollahs et à la répression toujours plus violente, de nombreuses campagnes de solidarité internationale existent. Nous devons les amplifier.

Babak Kia

Les enjeux de la révolution syrienne

Le 1^{er} avril s'est tenue à Istanbul la deuxième réunion «des amis de la Syrie». Elle a rassemblé 83 pays, en présence d'Hilary Clinton et Alain Juppé. Dans leur déclaration finale, les représentants des États reconnaissent le Conseil national syrien (CNS) comme «représentant légitime des Syriens» et représentant «principal» de l'opposition syrienne, au grand dam du CNS qui n'a pas été reconnu en tant que «représentant légitime et unique du peuple et de la révolution» comme il prétend l'être. L'appel des pays comme l'Arabie saoudite à armer l'opposition, en tant que «devoir» n'a pas été retenu clairement, mais le droit des Syriens à la «légitime défense» a été évoqué. Cette réunion vient au lendemain d'une autre, tenue elle aussi en Turquie, après l'invitation des gouvernements qatari et turc à quelques fractions de l'opposition syrienne à «unifier l'opposition syrienne sous l'égide du CNS». Hormis le document final de cette réunion qui stipule la volonté de constituer une Syrie libre et démocratique, la réunion a complètement échoué dans sa mission d'unifier l'opposition, car la plupart des forces d'opposition n'ont pas été invitées ou ont refusé de participer. Pire, le CNS est en train d'imploser, la dernière scission remontant au 28 mars quand le bloc nationaliste kurde a démissionné. Aujourd'hui, il n'y a plus de représentation kurde au sein du CNS.

Le même jour, la deuxième composante de l'opposition, «le comité de coordination pour le changement démocratique» a tenu à Damas une réunion de son conseil central pour élire une nouvelle direction – quasiment inchangée – et adopter un document qui accepte une négociation avec le régime pour une «transition démocratique» et qui appelle à la constitution d'un gouvernement «d'union nationale».

Sur le terrain, le régime accentue sa répression, bombarde, investit plusieurs villes dans le pays, poursuit une campagne d'arrestations massives, avec des dizaines de tués chaque jour et un déplacement massif des populations. La situation est dramatique pour plus d'un million et demi de personnes.

La rébellion armée prend de l'ampleur face à la barbarie de l'oligarchie. Les affrontements s'étendent à la majeure partie de la Syrie. Les groupes de soldats déserteurs et les civils armés se multiplient, la plupart sous le nom d'«Armée syrienne libre» (ASL). En réalité, ces groupes révolutionnaires armés sont séparés et isolés et il leur manque un commandement militaire unifié et une direction politique. La déclaration de Burhan Ghalioun lors de la réunion «des amis de la Syrie» selon laquelle le CNS aurait décidé de payer un salaire mensuel à chaque soldat déserteur, grâce aux énormes aides financières que le CNS a reçu des pays arabes et occidentaux, vient un peu tard et est paradoxale : les coordinations sur place ont dénoncé l'absence d'aide humanitaire du CNS, et de son côté l'ASL a déjà déclaré n'avoir rien reçu.

La sauvagerie du pouvoir, la colère des masses révoltées, l'augmentation du nombre des soldats déserteurs et l'immense souffrance d'une grande partie de la population laisse planer un danger d'enlèvement dans la situation et l'ombre d'une guerre civile. Car la dictature laisse un seul choix : la dictature de la famille Assad ou la guerre civile.

Les manifestations et les grèves n'ont pas faibli, en dépit de la présence de l'armée et des forces de sécurité. Le peuple révolutionnaire est plus que jamais déterminé à renverser le régime. Les masses laborieuses et populaires sont les forces motrices de la révolution. Elles créent dans le processus révolutionnaire leurs structures d'auto-organisation et d'autogestion.

Le caractère social de la révolution syrienne explique les manœuvres de récupération des puissances réactionnaires arabes et impérialistes.

Une direction politique révolutionnaire de masse a vu le jour en Syrie : la coalition «Watan» qui rassemble des groupes de gauche révolutionnaires actifs dans les luttes loin de toute médiatisation. Elle est composée aujourd'hui de dix-sept forces et groupes militants issus d'horizons différents alors qu'elle était, lors de la déclaration de sa constitution il y a moins de deux mois, composée de sept forces politiques et coordinations révolutionnaires. La formation de cette direction révolutionnaire de masse en Syrie est une question majeure. Il en va de l'issue même de cette révolution.

Ghayath Naïssé

Soignants licenciés et enfants en danger!

La pouponnière Home Saint-Vincent située à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine) accueille des enfants en détresse. Elle est menacée de fermeture, les 80 salariéEs d'être licenciéEs, et les enfants sont en danger. Une querelle de clocher opposant la mairie de Paris et le conseil général des Hauts-de-Seine serait à l'origine de cette fermeture. Les locaux appartiennent à la ville de Paris qui assurait la tutelle administrative. Elle veut transmettre cette mission dite de tarification au conseil général des Hauts-de-Seine sous prétexte que les enfants placés ne sont pas parisiens. Réponse du 92 : sauf quelques exceptions, aucun n'est originaire des Hauts-de-Seine ! Cette situation est d'autant plus absurde que les bébés viennent de tous les départements de la région parisienne et que le financement est pris en charge par chaque département d'origine.

« Que penser d'une société qui ne protège plus ses enfants ? » dit le personnel indigné et révolté.

Cette pouponnière reçoit en effet des bébés de 0 à 3 ans lorsque les actions de soutien aux familles ont été mises en échec. Les autres établissements n'ont pas la possibilité de répondre aux besoins particuliers de ces bébés en souffrance. Seule la pluridisciplinarité des professionnelles de Bourg-la-Reine (psychologues, puéricultrices, infirmières, éducatrices...) peut leur donner une chance de vaincre des traumatismes subis.

Mais la véritable raison de fermer cet établissement ne serait-elle pas son coût ? Il doit fonctionner avec un prix de journée inchangé depuis trois ans. Les travaux nécessaires pour améliorer les locaux et la qualité de la prise en charge des enfants ne sont pas réalisés, Paris et les Hauts-de-Seine se renvoyant la balle. La volonté de le « vider » est manifeste. Alors que des places sont vacantes depuis plusieurs mois, l'Aide sociale à l'enfance (ASE) n'y place plus d'enfants. Ils sont maintenus au domicile familial dans des situations parfois dangereuses, ou séjournent dans des hôpitaux déjà engorgés et au détriment d'enfants malades qui ne bénéficient pas de place. Certains bébés sont déplacés dans d'autres structures ou dans des familles d'accueil sans tenir compte de leurs besoins. Cela va jusqu'à séparer des fratries alors que ce sont les seuls liens familiaux sûrs pour ces petits.

Personne ne peut accepter que la rentabilité prime et que de jeunes enfants risquent la maltraitance. Il faut faire connaître la situation du Home Saint-Vincent et organiser la solidarité la plus large possible !

Stéphane Bernard

Campagne dette à Massy

Vendredi 29 mars s'est tenue une réunion publique pour un audit citoyen de la dette à Massy, organisée par Attac, le Front de Gauche, le NPA, la FSU-91 et la CGT-Massy. Dominique Plihon, président du Conseil scientifique d'Attac, est intervenu devant 70 personnes pour expliquer les mécanismes de la dette. Loin d'être la faute de dépenses supplémentaires, qui sont restées stables, ce sont les cadeaux fiscaux et les changements du système financier qui en sont responsables. L'enjeu maintenant est de réussir une campagne d'éducation populaire non seulement pour dévoiler simplement l'arnaque de l'explication dominante de la dette mais aussi pour montrer qu'avec quelques réformes, il est tout à fait possible d'améliorer rapidement la situation de millions de citoyenNEs.

Correspondant

LOGEMENT David contre Goliath

À Picon-Busserine (Marseille), l'arnaque nationale fait face à la résistance urbaine¹.

Depuis plus d'un an, les locataires des quartiers de Picon et Busserine et leurs associations CSF et CLCV, dans le 14^e arrondissement de Marseille (quartiers nord), luttent sans relâche face à leur bailleur social, Logirem, et les partenaires politiques de l'Anru. Samedi 24 mars, avant de se rendre à Istres pour une journée dans les quartiers populaires, Olivier Besancenot est venu leur apporter le soutien des militantEs du NPA et de Philippe Poutou. Une trentaine de locataires sont venuEs échanger à propos de leur lutte, des solutions politiques à apporter, de la nécessité d'une solidarité entre les différents quartiers de Marseille concernés par des projets similaires.

C'est un peu David contre Goliath : d'un côté un bailleur qui se dit « social », appartenant au monstre financier Banque populaire-Caisse d'épargne (qui possède 4 milliards de titres des dettes publiques des pays périphériques européens), et de l'autre des habitantEs parmi les plus précaires de Marseille avec pour seules armes leurs associations, leur détermination et leur combativité.

Alors que depuis des années, le quartier est laissé à l'abandon par Logirem, les habitantEs mépriséEs par les politiques, le ton a changé ces dernières semaines. Cela n'a été possible que par la lutte exemplaire que ces habitantEs ont menée. Ils/elles revendiquent aujourd'hui de bénéficier d'un loyer identique lors des déménagements dus aux destructions de bâtiments dans le cadre du Projet de rénovation urbaine (PRU) et de la signature d'une charte de relogement, obligation légale de l'Anru. Les 117 millions d'euros investis pour le projet ne pourront pas « acheter » les habitantEs. Tout le monde comprend bien que cet argent (majoritairement issu de financements publics) n'a pas été investi pour le bénéfice des habitantEs mais bien pour mener une politique de chasse aux pauvres, sous couvert de « mixité sociale » (mixité dont on ne parle jamais dans les quartiers sud aisés) et d'aménagement du territoire qui destine Marseille à devenir une capitale attractive pour les riches, et « nettoyée » du trop plein de pauvres et d'immigréEs, dans le cadre du Grand Projet de Ville, d'Euro-med et compagnie. Quatorze quartiers sont touchés à Marseille par des projets Anru et dans beaucoup d'entre eux, les locataires se réveillent, réclament le maintien des loyers, une utilisation de l'argent investi à des finalités sociales et plus largement l'amélioration de leur cadre de vie et la fin du mépris de classe.



Marseille, le 23 février. Rencontre entre les éluEs et les habitantEs. (ROMAIN BEURRIER)

Il aura fallu attendre l'argent public de l'Anru pour que les bailleurs pensent à rénover les quartiers populaires. Ils ne remplissent pas leur rôle depuis des années, c'est donc aux habitantEs de prendre en main ces questions et de décider comment utiliser cet argent !

Après les Flamants, les Créneaux et d'autres quartiers, les habitantEs de Picon-Busserine veulent se réapproprier les décisions qui concernent leurs quartiers, et c'est par la lutte qu'ils/elles ont choisi de le faire. Marre du mépris, marre d'être dépossédéEs, il est temps pour toutes et tous de s'unir, à Marseille et en France.

En pleine période électorale, les politiques qui ont voté le projet Anru de Picon-Busserine s'en mordent les doigts désormais... et tant mieux ! Le rapport de forces instauré par les habitantEs et les associations a permis de les contraindre à s'intéresser au dossier. Pour notre part, nous assurons les locataires et leurs associations de notre soutien sans condition. Nous continuerons à être présentEs à leurs côtés. Les associations présentes sur le terrain le savent : les militantEs du NPA ont choisi leur camp depuis longtemps. Après la venue d'Olivier, trois promesses ont été faites : d'abord, continuer à être présentEs aux quotidien ; ensuite agir pour l'unité de toute la gauche, car la solidarité est notre meilleure arme ; enfin profiter de la campagne pour populariser leur bataille, ce qu'Olivier a fait dès le lendemain

lors du meeting d'Istres et lundi sur BFM TV. La préfecture doit prendre ses responsabilités en organisant la table ronde réclamée par les locataires depuis le 23 mars.

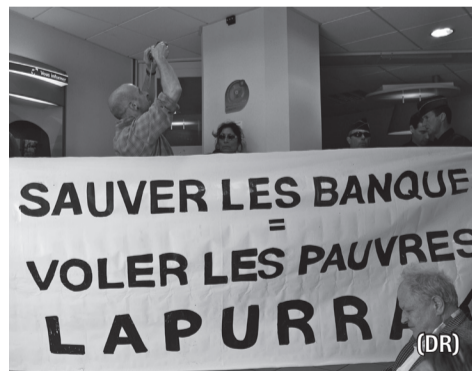
Il est temps que l'Anru cesse et qu'on réorienter l'argent investi vers une politique de rénovation de tous les quartiers de France, sans augmentation de loyer, et de création massive de logements sociaux. Il est temps qu'un véritable service public du logement social soit créé, sous contrôle des locataires et des salariéEs et non plus des entreprises privées. Ces revendications, nous les porterons dans le cadre des prochaines échéances électorales. Ce sont celles que Philippe Poutou porte, mais surtout, ce sont celles que tous les jours nous portons aux côtés de celles et ceux qui luttent et qui se réapproprient les décisions que politiques clientélistes et intérêts privés leur ont confisquées.

Kevin Vay

1. *Arnaque nationale et résistance urbaine* est le titre du reportage réalisé fin janvier 2012 par les associations CSF et CLCV, disponible sur le blog des locataires.

Pour plus d'information et suivre régulièrement la lutte des locataires de Picon Busserine : www.Anru-marseille.net, ou sur Facebook : « Picon Busserine en lutte ».

Bayonne : occupation de BNP-Paribas



Le samedi 31 mars au matin, le Collectif Oldartu-Lutter ensemble et le Collectif citoyen contre les dettes illégitimes ont occupé une agence de la BNP, dans le cadre de la Journée européenne contre le capitalisme. C'est la deuxième action de ce type à Bayonne : en décembre dernier, le collectif Oldartu avait occupé le siège de Bayonne-centre de la BNP.

Une cinquantaine de personnes sont donc allées au siège de la banque de Saint-Esprit, exprimant ainsi publiquement leur refus de payer la crise du système capitaliste. Les slogans étaient nombreux : « Cette dette n'est pas la nôtre ! Annulons-la », « Il y a pire que braquer une banque, c'est en fonder une », etc. Les raisons de l'occupation ont été développées

au mégaphone tandis que des affichettes étaient collées sur la façade et à l'intérieur de la banque, et que plusieurs centaines de tracts étaient distribués aux passantEs.

Le tract Oldartu expliquait que la dette publique n'est pas celle de la population, mais celle de l'État, au service des grands groupes : « depuis de longues années, cadeaux fiscaux et allègements de cotisations sociales pour le patronat... et, avec la crise de 2008, des centaines de milliards supplémentaires distribués aux banques et aux trusts ». Cette dette n'est pas la nôtre et doit être annulée !

De plus, la crise n'est pas pour tout le monde lorsque l'on voit les énormes profits des entreprises du CAC40 en 2011, comme les 34 % d'augmentation des salaires de leurs PDG. « Avec 6 milliards de profits, la BNP est la banque européenne la plus rentable en 2011 » : elle n'a pas été choisie pour cible par hasard ! Alors, pas question d'accepter le chômage, la précarité, les salaires de misère. Il faut au contraire exiger « l'interdiction des licenciements et des augmentations conséquentes des salaires, des pensions... saisir les grandes banques et créer un pôle public bancaire sous contrôle des salariéEs et de la population ». Et pour cela « préparer une lutte d'ensemble », d'autant qu'« il faut s'attendre à des attaques encore plus dures après les élections, que la droite ou la gauche l'emporte ».

« Aujourd'hui la Grèce, demain... ? » questionnait une autre banderole. L'Espagne, avec 23 % de chômage (50 % chez les jeunes) est aujourd'hui l'un des maillons faibles. Et le 29 mars, elle a connu une grève générale très suivie. La grève était appelée par tous les syndicats pour refuser la réforme du marché du travail programmée par le gouvernement Rajoy, réforme qui rend les licenciements plus faciles et moins coûteux pour les patrons, et permet la baisse des salaires, dans le cadre d'un budget « très austère » comme le dit Rajoy lui-même.

Après la Grèce... l'Espagne ? Puis... l'Italie ? Ensuite... la France ?

Les nombreuses grèves et manifestations dans la plupart des pays d'Europe sont le chemin à suivre pour enrayer et contrer la logique d'une inacceptable austérité, dont la conséquence est l'augmentation dramatique du nombre de précaires et de pauvres.

« Développer les luttes, ici, est le meilleur soutien au peuple grec et la meilleure des résistances... Les luttes sociales restent isolées... C'est leur coordination qu'il faut mettre en place » concluait le tract Oldartu.

C'est bien la tâche de la période : travailler à la convergence et à la généralisation de toutes les résistances, « pour gagner » !

Claude Larrieu



Massy: une école de qualité pour tous! Plus de 300 personnels de l'Éducation nationale de toutes les écoles de Massy dans l'Essonne, de la maternelle au lycée, parents, militants syndicalistes (FSU, CGT), associatifs et politiques (PS, FdG, NPA), ont manifesté samedi 30 mars contre les suppressions de postes d'enseignant qui frappent durement la ville. Près de 20 postes vont disparaître à la rentrée 2012: quatre postes spécialisés dans les écoles primaires, sept postes d'enseignant au lycée professionnel Gustave-Eiffel, pourtant rénové il y a seulement trois ans, huit au lycée Vilgénis et un au lycée Fustel-de-Coulanges. Deux classes de primaire sont menacées de fermeture. L'inspection académique veut les compenser en augmentant le quota d'heures supplémentaires. Le résultat sera moins d'adultes dans les écoles, l'abandon des élèves en difficulté, des options supprimées, l'accompagnement individuel menacé. Le mouvement est parti des enseignants de Gustave-Eiffel, en action depuis quatre semaines et en grève reconductible depuis quinze jours avec occupation du lycée. Par tracts, pétitions, interventions auprès des parents, ils ont réussi à créer des liens entre les personnels de toutes les écoles. Mais samedi matin, les portes de l'école ont été cadenassées pour empêcher une occupation de masse et la journée portes ouvertes a été annulée, sans doute pour

empêcher la mobilisation des parents. Les grévistes ont le soutien de tous les partis de gauche, du conseil général et même une lettre de F. Hollande. Des liens se sont créés avec d'autres lycées pros dans l'Essonne comme Perret à Évry. La lutte se poursuit et s'élargit. Il y a besoin d'un mouvement national maintenant pour revenir sur toutes les 77 000 suppressions de poste depuis cinq ans. L'avenir de nos enfants est en jeu.

Contre l'intégrisme et la répression. Samedi 31 mars, pour la septième fois depuis septembre dernier, les intégristes catholiques de SOS Tout-Petit étaient venus «prier» aux abords de l'hôpital Tenon (Paris 20^e), pour stigmatiser son centre d'IVG dont la réouverture avait été arrachée de haute lutte, il y a un an. Comme à chaque fois, le collectif Tenon soutenu par toute la gauche de l'arrondissement organisait la riposte, alors que la préfecture et ses «forces de l'ordre» protégeaient les manifestants antiavortement. Trois semaines plus tôt, la police de Sarkozy avait poussé le zèle jusqu'à matraquer des militantes du droit à l'avortement. Cette fois, elle prétendait confiner le collectif et ses soutiens très loin de l'entrée de l'hôpital, près de laquelle les anti-IVG étaient autorisés à parader. Mais l'appel du collectif Tenon à s'imposer en venant «plus nombreux que d'habitude» a été entendu. Ce sont plusieurs centaines de

manifestantEs déterminéEs qui ont afflué sur le lieu du rassemblement autorisé puis ont formé un cortège qui s'est emparé de la rue pour se rendre vers l'entrée de l'hôpital. La participation du NPA, dont les comités parisiens s'étaient largement mobilisés, au-delà du seul 20^e, a été particulièrement remarquée.

Faux accord à Air France. Après les mobilisations massives de février, la direction, voulant dénoncer tous les accords d'entreprise, a tenté un pas de deux avec les syndicats: elle a déclaré suspendre la dénonciation des accords et proposé la signature d'un accord cadre en échange d'un engagement à négocier et signer fin juin un nouvel accord d'entreprise, pour trouver 20% de hausse de productivité. Si cet accord n'était pas trouvé, elle dénoncerait tous les accords. C'est en quelque sorte une proposition de négocier avec un pistolet chargé sur la tempe. Malheureusement, la plupart des syndicats CFDT, FO, Unsa et CGC se sont rués sur l'occasion «pour ne pas pratiquer la politique de la chaise vide!» Politique de la tête vide! Car le résultat a été une désorientation des salariés. Encore pire, l'accord cadre a été signé en secret, et même la CGT non-signataire n'en a révélé l'existence qu'une fois la date limite passée, pour éviter tout risque... La direction d'Air France avance dans son projet Transform avec les dernières annonces sur l'augmentation du temps de travail

et de son intensité pour tous les personnels, au sol et navigants, de toutes les escales en France, y compris Orly. Avec l'éventualité de la création d'une nouvelle compagnie low cost (et bas salaires) sur les courtes distances. SUD aérien se retrouve seul à dénoncer la présentation mensongère de ses résultats par Air France, qui se présente comme en difficulté alors que les avions sont pleins à craquer et que la recette par siège est l'une des meilleures au monde. Le groupe veut devenir numéro un mondial, ce qui requiert beaucoup de capitaux et ce sont les salariés qui devraient payer. Ces derniers attendent des annonces concrètes et un peu moins de division syndicale pour de nouvelles mobilisations.

Quand l'État rackette les étrangers. Décidément, l'immigration est une manne pour l'État. On connaissait déjà la situation des sans-papiers qui s'acquittent d'impôts sans bénéficier d'aucune prestation, l'introduction d'un forfait de 30 euros pour bénéficier de l'aide médicale d'État... mais par les temps qui courent, il s'agit de faire feu de tout bois et dorénavant, grâce à une disposition de la dernière loi de finances, ceux qui voudront obtenir une carte de séjour devront commencer par déboursier 110 euros, simplement pour avoir le droit de déposer leur demande. Si celle-ci est refusée, ils en seront de leur poche. Mais le racket ne s'arrête pas là, puisqu'ils devront également verser une taxe de 349 euros à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), puis une taxe dite «de chancellerie» de 340 euros (dont les 110 euros versés au moment de la demande) au lieu de 220 euros en 2011 et enfin un droit de timbre de 19 euros. En tout 708 euros pour ne plus être clandestin et menacé à tout moment de rétention et d'expulsion.

Arcelor: la marche de l'acier. Sarkozy a beau prétendre le contraire, rien ne garantit l'avenir du site sidérurgique d'ArcelorMittal à Florange. Les 17 millions d'euros qu'il prétend avoir arrachés à Mittal pour le redémarrage du site sont de l'esbroufe. Le patron d'Arcelor ne s'est absolument pas engagé au redémarrage des hauts-fourneaux. Les investissements annoncés sur la cokerie étaient programmés. Il fallait remplacer le gazomètre et ceci correspond à 7 millions d'euros. 2 millions d'euros supplémentaires étaient eux aussi attendus pour les travaux de maintenance du haut-fourneau. Cela faisait partie de l'accord avec le préfet en décembre dernier qui conditionnait les accords de chômage partiel à la maintenance des installations. Seule nouveauté apparente: les 8 millions d'euros qui vont être investis là où s'élaborent les produits destinés aux différents constructeurs automobiles. Mais cette activité n'a jamais été menacée. Elle continue d'ailleurs aujourd'hui de fonctionner normalement, avec de l'acier livré de Dunkerque. De fait, la direction continue de faire de la reprise économique une condition au redémarrage du haut-fourneau. C'est comme cela depuis six mois. Mais comme les salariés de Florange continuent de respecter leur engagement d'être le cauchemar du

gouvernement jusqu'aux élections, Sarkozy, lancé dans une grande croisade antisyndicale, s'en prend aux militants de la CFDT après ceux de la CGT. Ils les accusent de faire de la politique. Sacré toupet pour celui dont toute la politique consiste justement à démolir les acquis sociaux, faire la politique du patronat et accompagner la politique de liquidation de l'emploi. Pour se faire entendre, se faire respecter et obtenir que l'État s'engage dans le maintien de l'activité sur le site, ils ont entrepris une marche sur Paris. 20 salariés sont partis de Florange mercredi dernier et sont reçus dans les villes du trajet: Landres, Verdun, Sainte-Ménhould, Fagnière, Épernay, Fossoy, et ce mardi La Ferté-sous-Jouarre. Après un arrêt à Bobigny, jeudi, l'arrivée est prévue dans l'après-midi de vendredi avec un concert au Trocadéro à partir de 17 heures. Les encouragements et les soutiens qui se sont manifestés tout au long de la marche laissent penser qu'il y aura du monde vendredi pour accueillir les marcheurs, fatigués mais heureux d'être un gros caillou dans les godasses de Sarkozy. (lire aussi p. 3)

Poutou chez les Bretons. Une salle remplie des 200 RennaisEs et voisinEs proches invitéEs par une intense campagne de collages et de tractages par les camarades du NPA local. Avant les premières interventions, tous les médias locaux sont au rendez-vous. La montée du Front de Gauche, la déclaration des trois membres de la direction du NPA rennais, pour soutenir la candidature de Mélenchon reviennent dans la plupart des questions des journalistes qui posent à Philippe la question qu'ils pensent d'actualité: à quoi sert votre candidature? Le meeting commence avec les interventions de camarades de la localité sur l'impact de la crise sur la jeunesse et la situation en Grèce. Ensuite Philippe répond aux interrogations des journalistes en affirmant les particularités des axes de notre campagne. En effet, si Mélenchon voire Hollande font des dénonciations voisines des nôtres de la politique de Sarkozy, les différences apparaissent dans les remèdes à apporter. Refus de toute rigueur même celle ayant le «sens» de Hollande, expropriation des banques, interdiction de tous les licenciements, régularisation de tous les sans-papiers, suppression de toutes les formes de précarité d'emploi, sortie programmée sur dix ans du nucléaire marquent plus que des nuances avec les autres candidatures. Mais surtout, c'est sur les moyens pour faire aboutir ces revendications que Philippe revient: c'est par les mobilisations et leur prise en main par toutes et tous que nous avancerons. Alors que des militants du NPA prétendent être prêts à construire un front de riposte aux politiques d'austérité de droite comme de gauche préfèrent soutenir Mélenchon, c'est leur choix, mais Philippe leur demande s'ils sont satisfaits de chanter *la Marseillaise*, de reconnaître Dassault comme un collègue dont on se réjouit qu'il vende des Rafales? Dans les débats, la volonté de chasser Sarkozy revient mais aussi l'envie d'entendre une voix pleinement anticapitaliste chantant... *l'Internationale*.

RESF La loi doit changer



Samedi 31 mars, RESF organisait une journée d'action et de manifestations partout en France. En pleine campagne électorale, il est nécessaire de rappeler qu'il faut une autre politique d'immigration. Régularisation des jeunes majeurs scolarisés et des parents d'enfants scolarisés, interdiction de l'enfermement des enfants dans les centres de rétention, interdiction du démantèlement des familles. Il faut des mesures d'urgence, il faut que la loi change. (PIERRE LAFRANCE)

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

